

n° 123

la violence urbaine
vue des quartiers de Dakar

Recherche populaire et autoévaluation
dans trois quartiers de la capitale
sénégalaise

Sous la direction de
Moussa Diop (AUPEJ)

Sommaire

Préambule : LE RÉSEAU POPULAIRE D'AUTO-ÉVALUATION DES QUARTIERS : UNE VISION ALTERNATIVE CONTRE L'OPINION DOMINANTE	5
La problématique	5
Notre projet	6
Notre méthode	6
Proposition pour le futur : les « quartiers du monde associés »	7
 Introduction : DE BOGOTA À DAKAR...	 9
 1. CONTEXTE	 13
Le Sénégal	13
Présentation de Grand-Yoff	13
 2. PAROLE ET TÉMOIGNAGE DES HABITANTS	 15
 3. LES RUES DE DAKAR	 25
Les enfants et les jeunes mendiants	25
Les enfants en rupture	27
Enfants et jeunes travailleurs	28
Les mots, le vécu des jeunes et la violence	30
Jeunes, violence et vie sociale	32
Folie et violence	33
Destruction de l'habitat de rue	34
L'absence de l'État ou sa présence nuisible	35
Violence urbaine et drogue	35
« Enfants adultes » et jeunes adultes	36
 4. SYNTHÈSE DES CONSTATS PRINCIPAUX	 37
Constats négatifs	38
Constats positifs	40
Solutions déjà mises en œuvre	41
Solutions envisageables	41
Les modalités pour la mise en œuvre des axes	42

5. DIMENSIONS DE LA VIOLENCE URBAINE	43
Dimensions politiques	43
Dimensions économiques	45
Dimensions culturelles	46
Dimensions sociales	48
Dimensions personnelles	51
Les dimensions de la violence urbaine	51
6. LES AXES POUR RECONSTRUIRE LA PAIX	53
Les initiatives à la base	54
Le clientélisme	55
Conclusion	55
Postface : LA VIOLENCE DU TEMPS DES MÉTROPOLIS (quelques éléments d'une problématique contemporaine)	57
Violence de la métropole	57
«Nature » et culture de la violence urbaine	59
Sens de la violence et de la métropole duale	60
Les quartiers populaires à l'épreuve de la violence des gangs	61
Nos propositions (esquissées...)	62
Bibliographie	65
Annexe 1 : LA LUTTE ET LA BOXE AU SERVICE DE LA PAIX : À DAKAR, DES GANGS S'ORGANISENT CONTRE LA VIOLENCE URBAINE	67
Violence de la grande ville	67
L'exemple de Arafat, quartier de Dakar, Sénégal	69
Annexe 2 : LES ESPACES SOCIAUX ET PHYSIQUES QUI INTERAGISSENT	71

Préambule

LE RÉSEAU POPULAIRE D'AUTO-ÉVALUATION DES QUARTIERS : UNE VISION ALTERNATIVE CONTRE L'OPINION DOMINANTE

Yves Pedrazzini,
coordinateur du programme international
« Violences urbaines » de la Fondation Charles Léopold Mayer

Construire la paix/déconstruire les violences urbaines

le point de vue des habitants des quartiers populaires
- auto-enquête exploratoire à Dakar, Marseille, Philadelphie et Rio de Janeiro -
contribution au programme PAX

La problématique

La violence n'est pas forcément un attribut des grandes villes ; cependant, sous une forme ou une autre, elle est présente dans toutes les grandes villes. Leurs habitants ont, de fait, appris à vivre avec ou de cette violence. Face à ce problème grandissant, la Fondation Charles Léopold Mayer a lancé en décembre 1996 un programme de recherche et d'action original, en collaboration avec Yves Pedrazzini, représentant de l'association ECOA-Caracas qui en a coordonné les différentes phases. Ce programme visait à une nouvelle compréhension de la violence affectant particulièrement les habitants des quartiers pauvres des grandes villes, aussi bien d'Europe que du Tiers-monde ou d'Amérique du Nord, bien que selon des modalités particulières. Actuellement, la tendance générale est de régler le problème en rendant quelques gens « violents » responsables d'une évidente défaite globale du lien social. La tentative

généralisée de penser la question de la violence urbaine comme des policiers a cependant échoué partout et abouti à encore plus de violence et de victimes. Car la violence est un processus de civilisation contemporain qu'il serait absurde de penser éliminer par le recours à une autre violence. Il faut agir autrement, radicalement, en renversant la perspective habituelle qui est celle du pouvoir, et repartir des antipodes du pouvoir : les quartiers pauvres victimes de la violence. Ce programme, de lutte alternative et non policière contre la violence urbaine, a visé à une compréhension renouvelée du phénomène, en vue d'une promotion ultérieure des actions intégrées dans les quartiers populaires, ceux les plus gravement affectés par cette violence.

Notre projet

Le but est de parvenir à produire une parole d'habitant sur le thème de la violence urbaine. Pour cela, il faut refuser de faire de la violence urbaine des quartiers populaires le seul problème de la grande ville, et chercher l'origine du problème ailleurs qu'au cœur du problème, tout en partant néanmoins de là.. Nous avons ainsi décidé de donner « carte blanche » à des habitants de quartiers pauvres de Marseille, Dakar et Rio de Janeiro, dans un premier temps, puis de Philadelphie à partir de l'été 1999, pour qu'ils analysent et rendent compte, à leur(s) manière(s) et sans a priori académiques ou politiques, de « leur » violence. En résumé, nous voulions :

a. Évaluer la situation dans les quartiers populaires de grandes villes choisies dans des réalités géographiques et culturelles très différentes. Notre question était la suivante : ces quartiers sont-ils vraiment considérés comme particulièrement violents par ceux qui les habitent ou s'agit-il, pour une large mesure, d'une vision du dehors, d'hommes de science, de presse et de politique extérieurs aux quartiers ? Pour y répondre, seule l'auto-évaluation était pertinente car les habitants stigmatisés par la violence doivent avoir la possibilité de contrer efficacement la parole dominante faisant d'eux des barbares et des classes dangereuses, en s'exprimant sur la violence qu'ils subissent, ou exercent, le cas échéant.

b. Donner l'occasion aux habitants de ces quartiers de proposer des solutions alternatives aux problèmes identifiés.

c. Poser les termes d'un partenariat efficace entre habitants et autorités traditionnellement en charge des questions de sécurité (police, justice, mairies, etc.).

Notre méthode

L'enquête – dite « auto-enquête » – s'est déroulée en trois phases importantes :

1. Des auto-enquêteurs (vivant dans le quartier) s'entretiennent avec quelques habitants particulièrement informés, à partir du guide d'entretien élaboré collectivement.

2. L'auto-enquêteur réunit des groupes d'habitants représentatifs des différentes positions identifiées lors de la première phase, pour un ou plusieurs entretiens collectifs.

1. À Marseille, elle a déjà eu lieu le 29 juin 1999.

3. Lors d'un forum ouvert à tous, l'auto-enquêteur réunit tous les habitants du quartier intéressés à discuter les questions apparues comme étant les plus prégnantes lors des deux premières phases de l'enquête. Il s'agit d'identifier les problèmes, évaluer l'importance de la violence dans l'évocation de ces problèmes et, à partir de là, travailler à la construction d'une réponse locale, alternative et adaptée à la situation spécifique de ces quartiers, car l'expérience nous montre qu'une solution adéquate dans un quartier n'est pas forcément la bonne dans un quartier voisin.

Une quatrième phase devrait découler de ce qui précède¹ :

4. Ces habitants sont invités à discuter de leurs propositions avec des chercheurs, des universitaires, des techniciens et des politiques locaux engagés sur des questions de sécurité urbaine mais souvent perçus par eux comme des obstacles à l'application des solutions « autochtones » proposées. Sous la forme d'un séminaire-forum, nous voulons inviter les habitants à présenter les résultats de leur enquête de terrain à des universitaires, responsables politiques, techniciens et « professionnels » afin de permettre que le travail réalisé par les habitants débordent de leur quartier et puisse interpeller ceux qui ont les moyens d'une action concrète pour une solution à leurs problèmes, ceux en tout cas qu'ils auront désignés comme les plus préoccupants.

Cette volonté d'action n'est bien sûr une difficulté que pour les chercheurs extérieurs à la réalité du quartier ; pour ceux qui y habitent, cette réalité les oblige à mener au jour le jour leur vie comme une recherche-action. En créant les conditions d'une auto-interrogation, notre groupe de travail permet aux habitants de transformer une pratique dictée par l'urgence – vivre, voir, analyser, réagir... – en recherche appliquée, dont il faut bien retenir le principe moteur : nous voulons – idéalement – que celle-ci soit menée dans les quartiers par les habitants eux-mêmes, « en compagnie » de chercheurs qualifiés dont la tâche serait de faciliter le travail pratique des habitants, éviter des conflits inutiles, utiliser de la meilleure manière d'autres conflits plus productifs, recentrer les échanges sur les thèmes préalablement identifiés par les habitants – mais jamais de parler à la place des habitants.

Proposition pour le futur :
les « quartiers du monde associés »

Le principe clé de tout ce projet est – en vue d'une prise de parole réellement légitime à propos des phénomènes de « violence urbaine » (selon la méthode exposée plus haut) – la « prise de regard » par les habitants des quartiers. Ce sont eux qui voient cette violence, avant qu'une cohorte d'agents extérieurs ne se chargent de sa visualisation – diffusion – médiatisation, en déformant toujours le sens social que le quartier (ainsi nommerons-nous le collectif humain de base et de proximité, hétéroclite mais partageant un même territoire ségrégué – quartier, barrio, favela, hood...) donne à cette violence, à la place qu'il réserve à ceux qui sont désignés comme les méchants (caillera, malandros, bad boys...), les petits producteurs de violence urbaine... L'autonomie des équipes locales pour favoriser l'auto-évaluation des quartiers est indispensable au bon aboutissement du projet. Cette autonomie veut dire que, quelle que soit la proximité sociale et intellectuelle – même la connivence entre les têtes de réseaux locales du projet global, celles-ci doivent être au service des auto-enquêteurs, pour en faciliter le travail mais sans porter de

jugement de valeurs ni orienter l'enquête ou les résultats. Cela veut dire aussi que chaque quartier (et là, on considère que les habitants du quartier, les auto-enquêteurs et les têtes de réseau sont capables de coordonner leurs efforts et de débattre librement des options possibles durant toute la phase de travail au niveau local) est indépendant des autres quartiers impliqués dans l'étude internationale. Par associés, on veut dire que ces quartiers cherchent à confronter directement leurs regards sur la violence des villes et sur l'action des quartiers populaires. C'est cette confrontation, cet échange de points de vue, et la construction (peut-être) d'un regard interculturel posé sur la violence moderne que la FPH cherche quant à elle à promouvoir, grâce notamment au travail de coordination et de synthèse de Yves Pedrazzini. Le principe d'autonomie des quartiers du monde associés dans cette affaire signifie également que chaque équipe locale continue à négocier directement avec la FPH (c'est-à-dire Richard Pétris pour le programme PAX — « Construction de la paix » — dont dépend ce projet) la poursuite de la convention les liant. Il en va de même des budgets, gérés directement par les têtes de réseaux.

Le séminaire prévu fin septembre 2000 à Philadelphie permettra un échange de points de vue direct et dynamique. Pour cela, il est nécessaire qu'y participent non seulement les têtes de réseaux ou les chefs de quartiers mais au moins un membre de chaque équipe d'auto-enquêteur et — ce serait grandement souhaitable — l'une des personnes identifiées comme producteur de violence au niveau du quartier, un membre de gang, un rapper, un lascar, un malandro...

Les quartiers associés sont aujourd'hui les secteurs 3e et 14e de Marseille, Arafat et Khar Yalla, à Grand Yoff, Dakar, plusieurs favelas de Rio de Janeiro et Kensington à Philadelphie, — ainsi qu'indirectement pour l'instant mais il serait intéressant de les intégrer au plus vite au projet — le barrio de New York City, et Marin à Caracas (+ le quartier espagnol de Naples ?).

Enfin, notre groupe international devrait réfléchir à la meilleure manière de participer à l'Assemblée Mondiale des Habitants, co-organisée par la FPH du 2 au 8 octobre 2000 à Mexico. Il paraît en effet impensable que le thème des violences urbaines ne soit pas aborder d'une manière ou d'une autre dans une telle Assemblée.

Lausanne, 13 janvier 2000

Introduction

DE BOGOTA À DAKAR...

Les processus d'urbanisation des sociétés contemporaines s'accompagnent de secousses et de fractures à tous les niveaux de la vie des personnes et des groupes. La violence traverse de part en part tous les segments de la société. La « culture de la violence » semble se généraliser, surtout dans les grandes villes où vivent la plupart des habitants. La violence, à travers ses manifestations, se situe au cœur de la lutte pour l'accès aux services de base et au minimum vital (éducation, santé, emploi, terres, logement, denrées alimentaires de première nécessité, etc.)... Cette violence met en scène les jeunes et les femmes comme les acteurs les plus visibles du champ social. Les quartiers pauvres – ou zones périurbaines – constituent, dans cette dynamique, le baromètre qui permet de saisir toute l'intensité des questions sociales et le degré d'exacerbation des contradictions au sein de la société. Les « périphéries sociales » sont des révélateurs extrêmement puissants.

Plusieurs facteurs sont identifiables dans les processus de décomposition des familles, de la transformation de celles-ci, puis de leur recomposition : d'unités de consommation, les familles sont de plus en plus devenues des unités de production. La modestie des infrastructures de base se répercute d'une manière ou d'une autre dans les systèmes de représentation. C'est dire toute l'importance de l'environnement institutionnel et social comme déterminant dans la compréhension des questions sociales, y compris de la violence.

Les générations nouvelles, grandissent dans une ambiance marquée par l'insécurité, la précarité, la restriction des possibilités d'étude et de formation, l'instabilité et l'aléatoire qui caractérisent les créneaux de subsistance mal rémunérés, le développement de l'économie informelle... En Afrique, les jeunes et les femmes constituent les principales victimes de la violence, parce qu'ils sont globalement majoritaires dans nos sociétés. Il s'agit là de groupes sociaux qui, face aux pressions de toutes sortes qu'exerce la famille et la société sur

eux, expérimentent diverses stratégies pour vaincre les pesanteurs sociales, culturelles, économiques voir politiques. Leur contestation de l'ordre dominant qui entretient le chemin archaïque, fait toujours face à la répression multiforme. La société semble avoir horreur de l'originalité. Toute créativité ou innovation qui s'affirme est suspecte.

Les porteurs d'initiatives, de solutions alternatives, qui échappent au contrôle social sont étiquetés hors-la-loi. Les logiques qui fondent les hiérarchies sociales, ne facilitent pas l'évolution de l'environnement ; elles sont marquées par la compétition et la marchandisation des relations sociales, toutes choses qui bloquent le développement de la culture de la paix. La culture de l'urgence sociale, fille du marché, alimente les mécanismes d'exclusion sociale et de négation de l'autre.

Le contexte englobant de la ville ne favorise pas la valorisation de dynamiques interactives entre les diverses catégories d'acteurs qui évoluent dans le champ urbain. Or, il s'avère d'une impérieuse nécessité de travailler dans le sens de développer les synergies entre les personnes et les groupes, de façon à permettre la construction des valeurs de paix et de solidarité sociales. La reconstruction sociale et politique d'espaces de paix dans la société suppose la gestion partagée des pouvoirs, et cela suppose une démocratie sociale politique et économique.

Un regard croisé de la situation urbaine à Dakar et Bogota nous permet de mieux cerner les conditions d'émergences et d'affirmations de violence urbaine. Un tour dans les barrios de Bogota est extrêmement instructif pour qui travaille à Dakar. En effet, ces quartiers populaires, construits de façon apparemment quelconque par leurs habitants sur les pentes des collines qui environnent la ville ou dans les zones de grandes précarité (inondations, maladie, chômage...), s'avèrent en fait des lieux de vie intenses : il s'y déroule d'intenses luttes pour l'occupation des terres, invasions ou occupations populaires qualifiées d'illégales par les autorités officielles ; mais, en même temps, il s'agit aussi de lieux où des écoles hors normes fleurissent.

À Bogota, les autorités ne paraissent guère se soucier de l'amélioration de conditions de vie dans les quartiers populaires ; des milliers d'ouvriers, d'agents de services sont impliqués dans la construction des richesses mais ils n'en profitent pas ; ils mettent quotidiennement trois à quatre heures pour se déplacer et rejoindre leur lieu de travail, loin des fruits de leur travail ; le service de transports est en crise constante et aucun des autres besoins collectifs de base n'est satisfait. L'infrastructure de santé est déficitaire dans les milieux populaires.

C'est dans ce cadre que grandissent les nouvelles générations ; certaines se retrouvent dans les bandes. Selon les services de police de la nation, il existe depuis plusieurs années à Bogota plus d'une centaine de bandes. Une analyse de la situation de l'une d'entre elles montre que ses membres ont entre 11 et 25 ans. Ils sont quasiment tous chômeurs. Ils n'ont pas fait plus de cinq ans d'études en moyenne. Ils n'ont jamais pu développer une autonomie vis-à-vis de leur famille, mais la bande constitue pour eux une nouvelle famille de substitution où ils se sentent à l'aise, où ils parviennent à reconstruire une nouvelle identité individuelle et sociale. Ils y acquièrent une place et un statut. Les bandes mènent diverses activités aux antipodes des normes sociales : vols, prostitution, drogue... Près de 70 % des membres reconnaissent à la drogue une grande valeur. Les actions acquisitives (vols) constituent la stratégie principale pour mobiliser les moyens. Il existe des bandes de classe moyenne ou aisée qui mènent aussi des actes de vandalisme et banditisme. Elles sont des

pièces dans le système du crime à Bogota. Ces bandes expriment diverses formes de révolte. Voilà, rapidement dressé un tableau bien sombre qui est, malheureusement proche de la réalité que vivent beaucoup d'habitants des barrios bogotefños.

Pourtant, dans ces mêmes quartiers, à côté des groupes qui mènent des activités délictueuses, il existe de plus en plus de groupes de musique, de danse, de théâtre, d'écologie, de sport, qui envisagent autrement leur implication dans les dynamiques urbaines, à partir des valeurs de paix et de non violence. Ils disent n'avoir plus envie d'être sicaire ou chef de bande. Il s'agit pour eux d'être des dirigeants communautaires, pour se réaliser positivement, c'est à dire socialement dans la cité. L'urgence sociale peut être un levier pour la sécurité des personnes et des groupes, pour autant qu'une prise de conscience se face dans les quartiers populaires.

C'est cette leçon colombienne que nous avons en tête, en travaillant à domicile, à Dakar, au Sénégal, un pays dont le futur, comme celui de la Colombie s'annonce très problématique..

1.

CONTEXTE

Le Sénégal

Le Sénégal, situé dans la zone soudano-sahélienne, totalise une population de huit millions d'habitants, dont près de la moitié, a moins de vingt ans. Avec un taux de croissance annuel du PIB de 2,1 %, et un taux de croissance de sa population de 2,8 % par an, ce pays fait partie du groupe d'Etats ayant les taux de développement les plus faibles. La population rurale représente 61 % de la population totale du Sénégal. Le secteur agricole, qui fournit 20 % du PIB et 60 % des emplois, voit sa production baisser de 0,8 % par an entre 1967 et 1997, soit une chute de 40 % en trente ans.

La privatisation des sociétés d'État (eau, électricité, téléphone, transport, etc.) a entraîné une diminution des emplois de l'ordre de 20 à 30 %. La crise de l'emploi induite a provoqué l'augmentation du taux de chômage. L'accès aux services de base, notamment l'éducation et la formation, devient de plus en plus difficile pour les enfants et les jeunes, à cause des frais de scolarité élevés et la faiblesse des revenus des parents. L'école est caractérisée par une crise sans précédent, du fait de son caractère sélectif et de l'inadéquation entre la formation et l'emploi. Le système éducatif sénégalais est encore extraverti, il ne se centre pas sur les besoins et les préoccupations des populations. Chaque année, le taux d'échec tourne autour de 80 % pour les examens officiels (entrée en sixième pour le collège, Brevet des collèges, Baccalauréat...). Beaucoup de diplômés sont sans emplois. Les apprentissages et les formations professionnelles sont trop théoriques et ne mettent pas l'accent sur les métiers de l'artisanat, qui offrent pourtant des opportunités de formation importantes.

Présentation de Grand-Yoff

Situé dans le centre de Dakar, d'une part entre la route du Front de Terre et la Patte d'Oie, et d'autre part entre la zone de captage et la route des Niayes, le quartier de Grand-Yoff occupe une superficie importante sur les anciennes terres du village Lébou de Yoff, dont il tire son nom.

Vers la fin des années soixante et le début des années soixante-dix, la majeure partie de ses habitants était constituée des « déguerpis » des bidonvilles de Dakar et de ses environs. Ces déguerpissements étaient consécutifs à la construction de nouveaux types d'habitations par l'office des habitations à loyers modérés (O.H.L.M). Ainsi, les habitants de Fith Mith, Baye Gaïndé, Angle Moussa ont déménagé dans le district qui est devenu Grand Yoff. Avec l'exode rural des années soixante-dix, Grand Yoff a accueilli la population de l'intérieur du pays, entraînant ainsi une explosion démographique qui a fait de Grand Yoff l'une des banlieues les plus peuplées du Sénégal. Les catégories sociales et professionnelles qui composent la population, leur itinéraire d'exclus montre à quel point Grand-Yoff est un milieu social « sensible ».

L'appellation des quartiers de Khar-Yalla et Arafat, qui ont émergé du lot des espaces physiques et sociaux qui constituent Grand-Yoff, sont significatifs du désespoir et des préoccupations de vie des populations qui s'y sont installées, pressées à l'époque par l'urgence sociale : Khar Yalla signifie.. en wolof, et Arafat se réfère au leader palestinien particulièrement dur à cuire ! Les noms de ces quartiers, choisis par leurs habitants, annoncent clairement leur volonté de s'en sortir.

Le quartier de Khar-Yalla, situé à l'entrée de la route du Front de Terre et du quartier de Derklé, était constitué au départ par les déguerpis de Dakar et ses environs. Le quartier de Arafat, qui est proche de la prison du camp pénal, recevait des anciens détenus qui se sont reclassés, et d'autres personnes venues chercher refuge dans ces lieux. Ceci explique peut-être le fait que le sentiment d'insécurité y soit plus nettement ressenti qu'ailleurs, et que la prostitution y soit beaucoup plus visible, non pas que ces phénomènes soient inexistant dans le reste des quartiers populaires de Dakar, mais ils y sont beaucoup plus voilés, même dans les autres quartiers de Grand-Yoff, y compris celui de Khar-Yalla.

D'autres types d'habitations se sont greffés dans cet ensemble au milieu des années quatre-vingt et 90. Les difficultés de logement à Dakar ont poussé d'autres catégories socioprofessionnelles (cadres moyens, employés de bureaux, etc.) à venir habiter à Grand Yoff. Il est vrai que la situation géographique de Grand-Yoff n'est pas mauvaise : elle permet de relier le centre ville de Parcelles Assainies, Pikine ou de se rendre de Rufisque à Aéroport en un laps de temps. Ceci facilite grandement le transport des habitants de Grand-Yoff, Arafat et Khar Yalla, et contribue à un certain désenclavement social de ces quartiers. D'ailleurs, aujourd'hui, de nouvelles citées ceinturent Grand-Yoff, et de nouvelles sociétés immobilières lotissent les espaces vierges de ses environnants immédiats (Scat Urbam, H.L.M, Grand-Yoff, ainsi que les cités Sonatel, SIPRES.). Cette zone est en train de prendre de la valeur...

2.

PAROLE ET TÉMOIGNAGE DES HABITANTS

En guise d'introduction au thème des violences urbaines dans ces quartiers, écoutons le récit fait par un groupe de jeunes et d'enfants de 13 à 20 ans :

« Nous sommes ici un groupe de jeunes et d'enfants qui ont quitté l'école très tôt ; d'autres n'ont même jamais été à l'école. Nous sommes dans la rue parce que cela ne va pas chez nous, dans nos familles. Nos parents n'ont pas de moyens. Nous vivons de la récupération dans les ordures. Nous gagnons peu d'argent. Une bouteille récupérée est revendue selon sa taille à 5 francs CFA, 10 francs ou 15 francs. Dieu sait que nous faisons le tour de plusieurs poubelles avant d'avoir quelque chose à vendre ! Nous récupérons tout ce qui peut être vendu : ferraille, verres, plastique, etc. [...].

Les Baol-Baols (.....) nous exploitent, car ce sont eux les grands acheteurs. Ils ont aménagé des espaces où on les retrouve pour la vente. On fait face quotidiennement aux rafles de la police. Les policiers nous perturbent et ne cessent de nous harceler. Les policiers refusent de t'écouter et, pour un rien, ils te frappent. Et pourtant on gagne notre vie en ramassant dans les ordures, alors d'autres préfèrent voler ou agresser. Pourquoi la police ne nous laisse pas exploiter les opportunités que nous offrent les ordures ? Les policiers sont de véritables agresseurs ; eux non plus n'hésitent pas, à l'occasion des rafles, à nous soutirer le peu que nous avons. Aujourd'hui, au niveau des poubelles, on est fortement concurrencé par les Baol-Baols et les balayeurs de la Mairie. Il faut batailler ferme pour avoir quelque chose à ramasser. Le pire c'est les Baol-Baols qui vont de maison en maison pour acheter les bouteilles vides, la ferraille, le plastique, l'aluminium, etc. Ainsi, les Baols-Baols nous prennent nos moyens de vivre et nous ôtent la nourriture de notre bouche. On n'a pas de qualification professionnelle ; mais même ceux qui en ont ne trouvent pas d'emplois. On ne fait rien pour aider les jeunes dans ce pays, nos quartiers sont démunis de tout. Voilà pourquoi très souvent on est obligé d'agresser pour vivre. Les vols, les agressions, l'utilisation du diluant ou « drogue des pauvres » constituent des problèmes que nous vivons tous les



« Vivre des ordures ou quand les déchets constituent un gisement de ressources pour les personnes ou groupes qui évoluent dans les périphéries sociales. Les filières populaires de la récupération et du recyclage sont utilisées comme levier pour l'auto-insertion sociale et économique des personnes ou groupes marginalisés. La marginalité sociale des enfants, des jeunes, des femmes, alimentent l'économie populaire de rue qui participent de l'aménagement de nouveaux espaces de solidarité » .

jours. Les enfants et les jeunes doivent être aidés. Il faut leur apprendre un métier, en les aidant à gagner leur vie. Nous habitons dans différents quartiers de Arafat, Khar Yalla et Grand-Yoff. Nous nous sommes retrouvés fortuitement dans la rue ».

Dans les quartiers, les témoignages de jeunes habitants permettent de préciser un peu le tableau :

« Je m'appelle Ali DIALLO, j'habite à Grand Yoff. Le quartier est très peuplé. Plusieurs communautés culturellement différentes y cohabitent. La plupart sont des ruraux ou d'origine rurale. Ils viennent de toutes les régions du Sénégal : Casamance, Baol, Fouta, Sine, Saloum.. D'autres viennent de la sous-région. Peu sont propriétaires. Ainsi, dans une maison, vivent plusieurs familles, avec en moyenne 5 à 7 enfants par famille, c'est à dire que les maisons sont surpeuplées et ne peuvent pas contenir leur monde. La promiscuité est telle que les parents partagent souvent les chambres avec leurs enfants. Certaines familles continuent à se comporter comme au village. On trouve beaucoup de chômeurs dans le quartier ou des chercheurs d'emploi qui sautent sur la première occasion pour avoir des moyens de subsistance. Les enfants et les jeunes sont souvent abandonnés à eux mêmes. Il n'y a pas d'aires de jeux. Il n'existe que deux écoles publiques qui ne peuvent pas absorber la population en âge d'être scolarisée. Ou c'est l'école, ou c'est la rue pour les enfants et les jeunes. Or beaucoup d'enfants se trouvent exclus de la rue très tôt. Les vols et les agressions menacent la sécurité de la population.

Et rien n'est fait par les pouvoirs publics pour assurer la sécurité dans le quartier. De toutes les façons, nous comptons nous organiser pour assurer la sécurité dans le quartier. Les eaux usées sont versées dans les rues sablonneuses faute de système d'évacuation des eaux usées dans le quartier. En saison des pluies les maisons sont inondées. Certaines rues sont mal éclairées. Rien n'est fait pour améliorer les conditions de vie des populations malgré tout. Les populations se débrouillent dans des activités de petits commerces, de petits métiers. Cependant, certains s'organisent en bandes d'agresseurs, de voleurs et s'attaquent aux biens des personnes dans les maisons ou dans les rues. Mais tout cela est dû aux conditions de vie lamentables dans le quartier. Les conflits qui éclatent entre les familles sont dans la plupart des cas réglés au niveau de la police et du tribunal.»

La perception des jeunes filles diffère évidemment de celles des garçons, notamment en ce qui concerne la perception des phénomènes de violence. Leur analyse des problèmes est souvent extrêmement précise et pertinente. Ainsi, Hélène Diouma FAYE, 26 ans, qui présente sept points particulièrement importants que nous résumons ainsi :

«1. Les problèmes majeurs auxquels sont confrontées les populations sont multiples et variés. Cependant, les plus frappants sont : la violence, le chômage, le vol, les agressions, les problèmes liés à l'éducation, etc.

2. La plupart des facteurs explicatifs de ces difficultés sont liés à la faiblesse des revenus dans les familles, car le taux de dépendance de la population inactive est très élevé dans le pays. Pour prendre un exemple, une personne qui travaille a la charge de vingt personnes au minimum ! Les autorités n'investissent pas assez dans le secteur informel, qui est un secteur productif et générateur d'emplois. À cela s'ajoute le fait que rien n'est fait pour arrêter l'exode rural (tout le monde a tendance à délaisser les villages pour venir s'installer dans les villes, surtout la ville de Dakar où vit plus de la moitié de la population nationale).

3. À mon avis, ce qu'il faut faire doit être fait à deux niveaux : a) les autorités doivent décentraliser plus les constructions ??? de la ville vers les villages, pour aider les jeunes ruraux à rester sur place et donc pour diminuer l'exode rural ; elles doivent aussi aider plus ceux qui travaillent dans l'informel, soutenir les petits projets initiant des G. I. E, des petits projets et les associations visant à sensibiliser et à conscientiser la population aux conséquences de ces problèmes.

4. Avec la prolifération des parties politiques au Sénégal, les tensions politiques viennent s'ajouter aux problèmes des jeunes au sein des quartiers. Et, après les conflits politiques, vient s'ajouter le conflit des générations (entre les différentes classes d'âge) et, dans de très rares cas, des conflits d'ordre religieux (entre chrétiens et musulmans).

5. Le dialogue est inévitable, voire indispensable, pour une résolution de ces conflits ; il faut initier dans les quartiers des organisations récréatives, des thés-débats et des conférences avec des thèmes qui intéressent la jeunesse et aident à changer les mentalités, les comportements et les structures.

6. Comme mode alternatif de résolution des conflits, j'aurai proposé l'entraide et le dialogue, de la tolérance et le respect de l'autre.

7. Les stratégies de survie développées par les populations sont soit positives dans de rares cas, soit négatives. Les stratégies négatives sont le vol, la prostitution, l'agression, l'abandon des études, l'émigration, etc. Les stratégies positives sont : l'organisation en association, les G.I.E (groupement

d'intérêt économique), les petits métiers dans le secteur informel, les petits projets qui parviennent à surmonter les problèmes de financement, les cours de vacances, les cours particuliers à domicile, etc. ».

Après avoir décrit ainsi la situation et présenté dans les grandes lignes les actions à mener pour affronter les problèmes énumérés, Hélène ajoute :

« Regardez ce quartier : quand j'observe la vie des gens d'ici, en tant que diplômée et chômeuse, je vois bien le manque d'emplois pour des jeunes, mais aussi leur désœuvrement. Or les jeunes sont les plus nombreux dans le quartier. Cela favorise des vices tels que le vol, la violence, la drogue, le banditisme... Le manque de sécurité dans le quartier est aussi lié au manque de nourriture dans plusieurs familles, à l'insuffisance des équipements dans le quartier : l'éclairage public est insuffisant, il n'y a pas ou peu d'écoles ni d'autres lieux de divertissement ou de formation des jeunes. Les parents ne peuvent s'occuper de tout. À cause des insuffisances des écoles, il y a un fort taux d'analphabétisme et de déperdition scolaire. Le système scolaire est archaïque, à mon sens. Partout les gens se battent pour régler les problèmes, comment voulez-vous qu'il n'y ait pas de violence ? On est démuné et l'État ne nous aide pas vraiment, avec sa police et ses forces de l'ordre qui n'arrangent pas toujours les choses. Car la demande de sécurité ne peut pas être toujours satisfaite par l'augmentation de la répression ! Dans le quartier, on trouve des gens appartenant à tous les secteurs : transports, enseignement, santé... Bien sûr, il y en a aussi qui agressent et qui volent pour vivre. Il y en a qui trafiquent la drogue ou qui se prostituent. À mon sens, nos quartiers sont mal pris en charge par la Municipalité et l'État. Partout, c'est des problèmes. Et le quartier est surpeuplé. Beaucoup de familles sont très démunies. Le surpeuplement et l'incapacité des populations à résoudre des problèmes élémentaires sont sources de conflits. Il n'y a plus d'emplois. Que faire ? Les médias diffusent des films de violences, or il faut émissions éducatives.

L'État doit faire preuve d'imagination, en multipliant les écoles, en créant de nouveaux emplois pour les jeunes, il doit renforcer l'éclairage dans les quartiers, organiser des élections transparentes et éviter les révoltes des populations qui jettent partout les ordures, il doit aussi alléger l'administration bureaucratique... L'État doit éviter le mécontentement de la population. À la place du Sénat, il fallait créer des emplois. Il faut éviter les promesses non tenues et abandonner les politiques publiques qui aboutissent à la diminution des emplois et augmentent nos difficultés. Les gens se révoltent parce que les situations de vie actuelle sont difficiles. Imaginez : à plus de 20 ans, on n'est pas capable de résoudre le minimum. L'État est le principal responsable. Sinon, il partage avec tout le monde la responsabilité de la violence et des problèmes qu'il y a dans les bidonvilles ou les quartiers. Les problèmes ne sont pas visibles dans les autres quartiers de gens nantis. Les G.I.E, les associations qui sont créées dans les quartiers, font de bonnes choses : regardez les activités des femmes dans les quartiers, les associations sportives et culturelles des jeunes et les comités de salubrité qui s'organisent pour lutter contre les ordures et la pollution. Il y a des comités de vigilance, mais ils font souvent des dérapages, en lynchant de pauvres innocents ».

Selon Ndèye K. D., les problèmes majeurs auxquels le quartier est confronté sont :

- la pauvreté des habitants qui ont des difficultés à faire face au quotidien.
- les enfants rejetés de l'école et qui vivent dans l'oisiveté

- les difficultés pour les habitants de trouver du travail rémunérateur
- les problèmes d'assainissement, avec les ordures et les eaux usées qui polluent le cadre de vie.
- le libertinage sexuel, très répandu chez les jeunes, qui entraîne des grossesses précoces et la multiplication des cas d'infanticides et d'enfants abandonnés et crée souvent des conflits inter-familiaux.
- l'absence d'encadrement pour les enfants et les jeunes déscolarisés ou non scolarisés, qui amène ces derniers à développer des comportements dangereux tels le vol, la consommation de drogues, etc.

Ndèye précise à ce sujet : « D'ailleurs, le vol, la drogue et la prostitution constituent de plus en plus des activités mobilisatrices de revenus. Beaucoup de jeunes garçons et filles recourent à ces pratiques dangereuses parce que destructrices. Cependant, reconnaissons que c'est la misère et non quelque goût pour la perversion qui pousse les catégories fragilisées à expérimenter des activités de survie, au point de mettre leurs vies en danger. [...]

Ici, la population a du mal à se retrouver et à se trouver une place. Nous pensons qu'il faut assainir le quartier en mettant en place des tuyaux de canalisation des eaux usées, en augmentant les écoles, en aménageant les aires de jeu pour les enfants. Il est également nécessaire d'orienter ceux qui ne peuvent plus ou ne veulent plus continuer leurs études, dans des formations professionnelles. Beaucoup de jeunes et de parents ont créé, dans les quartiers, des associations, des groupements qui sont à l'origine de beaucoup d'activités mises en place pour améliorer les conditions de vie de ménages. Mais ces projets sont menés sans assistance, ni appui, alors même qu'ils contribuent à une meilleure vie des populations. Les parents n'ont pas toujours le temps de rester dans les maisons pour assurer l'éducation des enfants, car ce qui pousse les parents dehors, c'est la survie de la famille. Les petits métiers fleurissent dans le quartier et aux alentours. Je pense qu'il faut travailler à développer beaucoup plus de solidarité entre les populations, appuyer le G.I.E. et les associations, à travers les initiatives qu'ils entreprennent.

Les conflits qui existent aussi dans le quartier sont dus à l'intolérance, à des formes d'incompréhension qui pourraient être résolues si les gens se faisaient confiance. Il faut noter que les délégués de quartiers qui, par moment, prennent en charge des conflits, échouent parce qu'ils ont des problèmes pour légitimer leurs actions auprès des habitants. Les tendances politiques qui s'affrontent sont à la base de certains conflits, et les délégués de quartier ne sont pas toujours capables pour résoudre les conflits. Et pourtant, dans le quartier, il y a des possibilités de résoudre les conflits sans recourir à la police, ni au tribunal. Dans ces conditions, qui va garder la cohésion sociale ? Cela va-t-il se faire à travers un conseil de quartier ou quelque chose comme ça ? Mais, dans nos difficultés, la paix se réalise difficilement. Pour conclure, je peux dire qu'on peut enrayer la pauvreté par une bonne politique pour réaliser la paix sociale ».

Un groupe de commerçants du marché de Grand Yoff a également procédé à l'auto-évaluation :

« Ici dans le quartier, les difficultés sont visibles. On a du mal à résoudre nos problèmes. Le commerce ne marche plus. Le gouvernement n'aide plus la population. Le déguerpissement des populations qui occupait le long de la route nous a créé beaucoup de difficultés. On a du mal à y rester. On vend à la sauvette, en jouant au cache-cache avec les policiers et agents municipaux. On paie trop de taxes à la Municipalité, sans que l'on nous offre des conditions

de travail intéressantes. L'insalubrité du marché répand des mauvaises odeurs dans le quartier et crée des problèmes d'environnement. Le gouvernement ne peut plus respecter ses promesses. Le changement de régimes pourrait régler le problème. Les parents n'ont plus les moyens pour faire face aux besoins familiaux et sociaux. Actuellement, dans nos quartiers, tout le monde se débrouille. On ne doit pas, par conséquent, dresser les obstacles aux initiatives des commerçants et des populations. On doit cesser les tracasseries envers les travailleurs, surtout ceux du secteur informel.

Mais il faut dire que nous avons des problèmes de sécurité avec les vols, les agressions. Beaucoup de jeunes sans emplois vivent de vol et de trafic dans le marché. Si on pouvait trouver du travail pour tout le monde, ça serait mieux. Avec la fermeture des usines, beaucoup d'ouvriers qui ont perdu leur emploi sont des commerçants. On peut dire que c'est le gouvernement qui empêche les gens de travailler en fermant les usines. Créer des emplois, c'est aider la population. Ici, dans le marché, les gens s'associent pour mobiliser de l'argent en commun et permettre à chacun d'acheter de la marchandise. La location des cantines est chère : 4 000 francs CFA par mois, sans compter la taxe municipale journalière de 150 à 250 F, et le prix élevé des marchandises. Les commerçants moyens ont du mal à mobiliser l'argent nécessaire pour s'approvisionner en marchandises. Le marché existe beaucoup plus pour enrichir la municipalité et pourtant celle-ci refuse de réinvestir une partie de ce qu'elle gagne dans l'amélioration du cadre de travail des commerçants. Outre ces problèmes, il faut noter qu'entre commerçants, il y a des problèmes d'occupations d'espaces qui souvent entraînent des conflits. Il y a aussi des conflits liés au vol de marchandises, problèmes face auxquels la commune ne prend pas ses responsabilités ; elle se dérobe, ainsi on est obligé d'assurer soi-même la responsabilité de ses marchandises. Il y a aussi des commerçants qui ont des problèmes avec la justice pour recel. Le marché est un lieu d'activité économique intense et les commerçants et tous ceux qui s'y activent doivent être associés à sa gestion. Malheureusement, la commune ne va pas dans ce sens. Les trafics, la corruption, le marché noir, sont aussi le lot du marché. Il y en a qui acquièrent de la marchandise frauduleuse ou qui s'approvisionnent par d'autres voies souterraines. Mais quand tout est cher et qu'on ne facilite pas le travail aux vendeurs, on ouvre forcément les portes du marché noir ».

Un autre groupe de personnes évoluant dans le secteur du transport donne son avis. Il s'agit de chauffeurs, coxeurs², apprentis... Ils vivent tous dans le quartier de Grand-Yoff. Les premiers à prendre la parole sont des chauffeurs de transports urbains :

« Les versements que nous imposent nos employeurs sont trop élevés (25 000 FCFA, 15 000 FCFA...). À cela, il faut ajouter les arrestations arbitraires ; des policiers qui nous arrêtent à tout bout de rues pour nous verbaliser : ou tu payes 6 000 FCFA au commissariat, ou tu files tout de suite le quart de la somme aux policiers ou aux gendarmes... Tous les chauffeurs optent pour cette dernière solution. Les policiers de la circulation sont tous corrompus. Ils sont de connivence avec des coxeurs. Les chauffeurs sont pressés par l'employeur, saignés par les policiers, et ils roulent un peu n'importe comment sur les routes en mauvais état. Nous travaillons au delà des heures normales et accumulons beaucoup de fatigue ; ainsi, quand nous commettons un accident en renversant une personne, les populations nous

2. Les coxeurs, placés ou non par les chauffeurs aux arrêts, « recrutent les passagers et les amènent à monter, parfois assez brutalement, dans la voiture de leur partenaire..

attaquent, nous lynchent et brûlent la voiture. C'est des faits courants, car les routes qui traversent les quartiers sont étroites. Les enfants n'ayant pas d'aires de jeux partagent la route avec les voitures, avec tous les dangers ; pour cette raison, les populations de certains quartiers ont coupé les routes à divers endroits par des « dos d'ânes ». Cela gêne nos voitures. Nous ne sommes pas propriétaires des voitures, nous faisons des versements élevés et donnons de l'argent aux policiers et aux gendarmes, sans compter qu'à chaque arrêt, quand les clients montent, nous devons donner de l'argent aux coxeurs. Nous avons du mal à nous en sortir, car l'apprenti qui est chargé de récupérer les billets doit aussi être indemnisé et le chauffeur gagne rarement plus de 50 000 francs par mois. Nous sommes toujours en conflit avec les policiers et les gendarmes qui abusent de leur pouvoir, et les coxeurs qui organisent des arrêts nous causent des problèmes car ils font leur travail dans l'anarchie. C'est un travail qu'on devrait supprimer, car la plupart se droguent et font du n'importe quoi. Les clients sont parfois très exigeants. Nous, les chauffeurs, nous nous plaignons de l'anarchie qu'il y a dans le transport, nous sommes exploités par les employeurs, les agents de police et les gendarmes, et les populations ne nous comprennent pas. C'est pourquoi nous nous rebellons contre tout le monde. Le gouvernement doit nous aider dans notre travail, d'abord en réglementant les versements aux employeurs et en luttant contre la corruption des policiers. On ne travaille pas avec l'esprit tranquille, c'est à cause de cela qu'il y a beaucoup d'accidents. L'état ne se soucie pas de notre situation. Les chauffeurs doivent aussi s'organiser et dépasser les tendances syndicales, pour créer un regroupement de tous les chauffeurs capable de faire face aux policiers, aux employeurs et à tous ceux qui profitent de la situation » ...

Mis en cause par les chauffeurs, les coxeurs répondent :

« Nous sommes des coxeurs. C'est nous qui organisons le transport au niveau des arrêts. Nous sommes dans ce métier car nous sommes des chômeurs. Certains d'entre nous ont été à l'école et d'autres n'y ont pas été, mais ont appris un métier. C'est un gagne-pain pour nous, mais les policiers nous créent des problèmes en venant contrôler les arrêts pour empocher de l'argent chaque fois qu'une voiture passe, alors qu'ils sont salariés, payés pour la sécurité des personnes. Mais, ils nous mettent en insécurité. Les policiers vous raflent, vous humilient, alors que nous, on ne vole pas, on travaille pour gagner notre vie. Les policiers aménagent leurs propres arrêts et recrutent des personnes qui encaissent l'argent pour eux. Le métier des coxeurs n'est pas valorisant, on est mal vu par les populations. On est exposé à tous les dangers car il y a des voleurs, des agresseurs qui sont dans les gares routières et les arrêts pour opérer. Tout cela est dû au manque d'emploi ».

Mamadou SOW, Président des coxeurs de Grand Yoff, parle, sur le mode des rappers, des questions de survie et de débrouille :

« Nous sommes des coxeurs parce que au Sénégal la vie est dure

Et que les jeunes coxeurs comme nous sont sans

Qualification professionnelle

Ils vivent dans les difficultés criardes, la misère la plus crasse.

Notre imagination alimente nos capacités de débrouillardises.

Nous, on refuse le fatalisme,

Nous nous développons, quoi !

N'en déplaise aux faiseurs de lois

ou aux gestionnaires de la ville

qui sont incapables de répondre efficacement aux besoins
et aux fortes demandes des jeunes
qui sont pris sous les feux croisés
des discours des adultes.

La société des adultes

serait-elle contre les jeunes ?

En tout nous on fait notre vie. Coxeurs -

cireurs - rappeurs - récupérateurs

mènent tous un même combat citoyen.

Au diable les discours - Basta

Les Actions ponctuelles.

Durabilité, cohérence des actions pour assumer

une citoyenneté positive. Sans exclusion.

De l'étincelle, jaillit toujours la lumière

Qui permettra aux peuples de s'en sortir ».

À ce texte (aux lyriques explicites, comme on dit aux États-Unis), vient se
joindre un autre, écrit par R.D. et baptisé « Questions de développement » !...

«... Problèmes - Difficultés - Initiatives - Stratégie

Que de concepts - que de mots reliés à d'autres :

Marginalité - Exclusion - pauvreté

Les Mots

Désignent une réalité plurielle qui met

En scène des acteurs avec des intérêts

Qui s'entrechoquent. Des chocs créateurs ?

En tout cas, il s'agit là de concepts forts.

Qui posent, quant au fond, la problématique

De la valorisation des ressources humaines

et de Toutes les ressources dans une perspective

De développement ;

Quelle charge ! Quels enjeux !

Les rapports centre - périphérie expriment

Paradoxalement la marginalisation du

Plus grand nombre par la minorité

Détentrices de richesses bien ou mal acquises

Que faire ? S'agit-il de sempiternels

Discours sur les réalités ? Ou de lamentations

Inutiles ? Que non ! Il s'agit bel et bien

De recherche-Action avec tous les acteurs

En vue de favoriser des synergies porteuses

Économiquement et socialement

Car il apparaît de plus en plus

Nettement

que l'axe majeur est le changement

Social - créateur de Nouveaux sens pour

Tous et toutes chacun et chacune ».

N. I. a lui aussi ses mots à dire, sur une vérité plus intime :

«La violence c'est aussi le regard de

Haine et de mépris qui étiquette et stigmatise

La personne dans la société.

Je l'ai vécu et je la vis avec d'autres qui

Ont eu la malchance de n'être pas
Reconnu à leur naissance par un père.
Le silence qui a entouré mes interrogations
Sur cet homme ou ce monstre a été poignant,
Dur à supporter. La douleur que j'ai ressentie
Et que je ressens est sans nul autre pareille.
Il m'arrive d'avoir envie de tout foutre en l'air mais..
Cette douleur, disais-je, est plus vive
Que le couteau dans la chair car elle vous habite
Et ne se cicatrise pas. Elle vous poursuit
Et vous harcèle. Elle fragilise votre être,
Empeste votre existence. Je l'ai sublimée
Pour la dompter en me réconciliant avec
Moi même dans la quête de mon identité
Sociale et personnelle
car ma vie m'appartient,
C'est à moi de la faire » ...

L. S. a choisi de rapper pour exprimer sa vision de la violence :

« La violence ! Elle peut être rouge, noire,
Blanche, jaune ou verte mais dans tous les cas
Elle est toujours la violence.
J'ai longtemps travaillé comme journalier
Dans les usines de poisson.
J'ai été mal payé, je travaillais
Dans des conditions à la limite de l'acceptable.
Mes revenus ne m'ont jamais permis de mener
Une vie décente. J'ai habité dans des endroits
Malfamés, c'est à dire les bas quartiers de
Dakar où le loyer est plus ou moins
À la portée des démunis que nous sommes
Nous sommes ici perçus comme des marginaux.
Nous vivons malgré tout dans la dignité
à la sueur de notre front.
Nous nous battons pour survivre car
Les regards innocents de nos enfants
Nous interpellent au jour le jour.
Au lieu de détruire une personne
à mon avis, c'est la Misère Sociale et l'Indigence
Économique qu'il faut détruire » ...

La vérité des filles de rue est tout aussi cruelle, comme le raconte NG.
ND. :

« J'ai connu une vie conjugale assez difficile.
J'avais épousé un homme casté.
Nous nous aimions, mais nos deux
Familles s'étaient opposées au mariage.
Nous nous sommes entêtés.
Les fortes pressions de ma famille :
- Bastonnades injures - n'ont pu ébranler
Mon obstination. On s'est marié contre nos parents.
Au bout de deux années de mariage

Je tombe enceinte. Les difficultés économiques
Obligent mon mari a émigré.
Je ne pouvais aller avec lui.
Je reste de longs moments sans nouvelles.
Je compte sur l'appui ponctuel de quelques
Amis mais cela ne pouvait durer.
Je n'arriver plus à payer ma location
Et j'avais des difficultés à réintégrer
Mon cadre familial ou j'étais à tort
Comme ayant pris l'initiative de la rupture
D'avec la famille. Les normes et
Règles de vie social, si elles n'évoluent
Pas, entraînent les pires conflits au
Sein des familles et les répercussions
Au niveau personnel peuvent être cruelles.
J'ai douloureusement vécu cette situation » ...

S. T. confirme la violence du social pour les filles pauvres :
« J'ai été mariée à l'âge de 13 ans,
Moment pendant lequel les enfants
Doivent continuer à jouer et vivre pleinement leur enfance.
Un mariage forcé. Cela a été abominable.
J'ai subi une sorte d'esclavage.
Je n'ai jamais eu des moments de joie depuis lors.

Je suis tout simplement réduite à un objet sexuel.
C'est toute l'horreur de la violence subie ».

M.C. affirme : « J'ai longtemps vécu dans la rue. C'est la pire des violences ». G.M. ajoute : « La violence, je la vis au quotidien. Car je ne travaille pas ».

M. F. N. revient sur les violences faites aux femmes : « Je suis une femme. Je pense que la violence, on la vit dans la souffrance culturelle. La déliquescence des valeurs de référence. On ne se respecte plus, on ne sait plus comment vivre. On est étreint par la peur dans une société qui se déstructure ».

Pour A. ND., les principes de violence se diffusent par « les médias, la télévision.. Ils nous servent des scènes de violence qui conditionnent nos enfants et nous influencent, nous les adultes. La télévision véhicule la violence. Elle est à bannir ou à repenser. La question est ouverte » ...

CH. FALL est un habitant des rues de Dakar et il en connaît la dureté des règles :

« Je fouille dans les ordures
Pour trouver des objets récupérables
Et recyclables, pour me nourrir.
Je suis toujours sale et en haillons.
Je baigne quotidiennement dans les odeurs nauséabondes.
Je brave les maladies et mène une vie végétative.
Je ne l'ai pas choisie, cette vie.

- Qui nous a confiné dans la marge ? ».

M. SOW analyse le phénomène à un autre niveau : « Les relations d'exclusion qui structurent les rapports sociaux sont à la base de la violence. La violence, c'est le non respect des droits des citoyens, c'est la discrimination négative. Je suis étudiant, fils de paysan, non boursier, travaillant dans des conditions difficiles à l'Université, où on nous bouscule à l'échec ».

Pour O. N., l'expression de la violence se fait à domicile : « Je suis ménagère c'est à dire une femme qui se débrouille pour nourrir ses enfants. Dont le père est un pauvre manoeuvre. Qui se bat malgré tout pour sa famille. L'absence du minimum vital est la source de la misère qui inspire la pire des violences. Celle-ci n'est que le reflet de la grande violence » ...

B.C. a, quant à lui, connu la violence de la prison : « J'ai aujourd'hui 35 ans, j'ai passé quelques années en prison. Quelle horreur ! J'ai arrêté assez tôt mes études car mes parents n'avaient point les possibilités de payer ma scolarité. J'ai par la suite suivi un apprentissage en menuiserie bois, dans un atelier de fortune. J'appartenais à un groupe de jeunes de mon quartier. Lors d'une rafle, la police nous arrête. Nous conduit au commissariat. On nous fait subir des brutalités indescriptibles. Puis on nous défère devant le juge ; nous sommes par la suite transférés à la prison. Après une semaine de mauvais traitement par les policiers, dans la prison, j'ai découvert la pire des choses : la perte de l'humanité. Être détenu, c'est obéir, c'est renoncer à son existence en tant que personne. En prison, on n'existe pas. La vie s'arrête. La prison c'est l'horreur ! » ...

Ch.G. est sans illusions, mais pas sans espoir :

« Regarder ces hommes - fauves

Qui se nourrissent de la misère de leurs congénères.

Ils n'ont pas honte de rivaliser

Avec les animaux dans le recours à la violence pour se réaliser.

Ils ont produit une culture de la jungle

Et nous ont plongé dans une société

Où l'homme est la victime de l'homme.

La ville est dans le noir

les crimes profitent aux riches.

- Développons la paix pour promouvoir une société humaine » ...

En continuant à enregistrer les paroles des habitants du Grand Yoff, nous nous intéressons, une fois encore, à celles émises par ceux qui vivent la vio-

lence dans la rue..



« Par delà les regards qui se dégagent de leurs visages innocents, les enfants talibés, mendiants des rues de Dakar, symbolisent les dysfonctionnements sociaux et les carences d'un système éducatif. La violence urbaine, c'est aussi la mendicité des enfants ; qu'ils mendient pour leur famille, pour eux-mêmes ou pour leur marabout, leurs mains nous interpellent ».

3.

LES RUES DE DAKAR

Elles offrent un panorama social assez riche, qui met en évidence diverses situations, des personnes, des catégories sociale ou groupes, des enjeux et des intérêts. Les rues de Dakar, à la faveur des crises qui ponctuent l'évolution de la société sénégalaise, sont peuplées par des enfants, des jeunes et, de plus en plus, par des familles qui s'installent là et y mènent une vie précaire. Les rues de Dakar épousent les contours de la déstructuration de la société. Elles expriment la violence dans sa nudité et sa cruauté et ceux qui en parlent le font avec une terrible lucidité.

Les enfants et les jeunes mendiants

La mendicité est officiellement interdite au Sénégal, mais elle constitue malgré tout une des principales activités de survie des enfants et des jeunes qui vivent dans les rues de Dakar. Munis de pots affichant leur misère, ils vont à l'assaut des passants dans l'espoir de recevoir la petite pièce de monnaie. Les enfants et les jeunes mendiants les plus en vue sont les enfants des écoles coraniques. On les appelle « Talibés ». Leurs groupes sont constitués essentiellement de garçons placés sous la tutelle d'un maître (le marabout). Ils ont pour la plupart entre 5 et 13 ans. Ils sont issus du milieu rural et sont venus s'installer avec leur marabout en ville, pour fuir les rigueurs des campagnes, rendues stériles par l'effet des pesanteurs socio-économiques. Ils

n'ont plus aucun contact avec leur famille d'origine et ceci depuis plusieurs années. Ils sont confiés au marabout en bas âge. Ce dernier leur apprend le Coran. Ils habitent dans les quartiers périphériques, dans des maisons inachevées, prêtées au marabout, dans des baraques, ou les cours de parcelles prêtées qu'ils aménagent sommairement. Les conditions de vie et l'enseignement dispensé sont durs et stricts. Les enfants ont quotidiennement quelques heures d'études, mais ils doivent consacrer une grande partie de leur journée à la mendicité, pour contribuer à la survie des maîtres et assurer la leur. Le spectacle de ces enfants en haillons galeux et sales sillonnant les rues et les places publiques de Dakar et tendant leur sébiles en quête d'un peu de nourriture ou d'argent, revêt aujourd'hui les allures d'un drame social. Nombreux sont les talibés qui abandonnent le marabout et fuient la rigueur imposée. Cette rupture anticipée n'est pas acceptée par les parents ; les fugueurs sont alors contraints à un éloignement définitif et sont davantage marginalisés, ce qui les conduit à la délinquance. Le marabout leur impose une somme d'argent qu'ils doivent nécessairement amener, sous peine d'être sévèrement traités. Beaucoup d'enfants talibés portent les marques des bastonnades dignes de l'œuvre d'un tortionnaire. Ainsi, les aumônes en nature sont revendus au marché où les talibés tissent des relations de complicité avec des commerçants, qui ne sont rien d'autres que des receleurs qui poussent progressivement les enfants au vol.

La mendicité, très développée, rentre également dans les stratégies familiales de subsistance. Beaucoup de familles pauvres envoient de plus en plus leurs enfants mendier dans les rues, devant les mosquées, les églises ou d'autres lieux. Ainsi, la mendicité constitue un recours pour les pauvres qui utilisent leurs propres enfants pour assurer leur survie. Parmi ces enfants peu continueront de fréquenter l'école, mais ils finiront tous par suivre des voies parallèles à celle de l'école, pour des corvées quotidiennes avec une main tendue qui cherche à arracher aux autres le peu disponible. La particularité de ce groupe d'enfants mendiants tient au fait qu'ils sont seuls, sans leur famille.

Cependant, depuis quelques temps, des familles s'installent dans les rues avec leurs enfants pour mendier. On peut y trouver pour la plupart des familles dont les parents sont handicapés. On a noté ces cinq dernières années une massification de ce phénomène des familles mendiants. Elles vivent carrément dans la rue, où elles dorment et qui constitue leurs « chez elles ». La dame Faye lâche : « je vis dans la rue depuis quelque temps, car la rue est la demeure de ceux qui n'ont rien ». La rue est ainsi devenue un lieu de vie, un lieu d'accueil pour de nombreuses personnes et d'importants groupes sociaux affectés par les rigueurs de la ville, qui n'intègre pas tout le monde dans de bonnes conditions..

Les enfants en rupture

Il s'agit de ceux que l'on désigne sous l'appellation d'enfants et de jeunes des rues. Ils ont quitté leur cadre familial pour vivre dans la rue. Ils n'ont plus aucune attache avec les parents. Ils se débrouillent pour exister dans la rue. Ils volent, ils se droguent, ils sont par moments porteurs dans les marchés où les plages. Ils s'activent au niveau des gares routières. Nombre d'entre eux font de la récupération dans les ordures. Ils se déplacent en bandes et se caractérisent par leur extrême mobilité. Leur âge varie entre 7 et 17 ans. Selon les enfants avec qui nous sommes entretenus, ils appartiennent tous à une bande. Ils affirment avoir volé. D'autres soutiennent qu'ils sont utilisés par des groupes de personnes plus âgées, pour monter des « coups », car leur taille et leur âge constituent un atout qu'exploitent les gangs : « Au marché et dans les magasins d'occasions, nous écoupons facilement nos butins ; nous avons des clients qui nous enlève toute notre marchandise. Qui plus est, ils nous orientent dans les vols que nous commettons en nous annonçant les produits qui pourraient les intéresser », souligne O.D., leader âgé de 15 ans d'une bande de jeunes.

Les jeunes volent pour manger, pour s'habiller et pour mieux vivre. La prolifération des bandes d'enfants et de jeunes de 7 à 18 ans constitue à l'heure actuelle un réel sujet de préoccupation. En ce moment à Dakar, aucune femme n'ose porter de bijoux et la peur habite les gens qui vivent quotidiennement la psychose des agressions. Ce qui était apparu naguère comme des faits divers entre dans le quotidien des Dakarais car il ne se passe de jour où la commission de spectaculaires forfaits ne soit pas signalée. Les enfants en rupture sont très souvent raflés par la police et conduits en prison, où ils vont vivre de pénibles moments qui malheureusement les renforcent dans leur marginalité. D'autres, par contre, sont souvent pris par les populations et battus à mort. Certains meurent ainsi, sous le verdict implacable de la « justice des habitants », une justice populaire exécutée par des comités de vigilance qui émergent ça et là, pour la sécurisation des quartiers et pour suppléer les défaillances de la police d'état qui brille par son absence.

La rupture avec la famille n'est pas l'apanage des garçons. Nombreuses de filles en rupture d'avec leur famille se retrouvent dans la rue. Mais elles n'y sont pas libres : elles sont vite récupérées par les proxénètes qui organisent la prostitution des filles mineures. Ces « patrons du sexe » aménagent des lieux pour faciliter la rencontre de l'offre et de la demande, ou sinon les filles font les rues, les bars, les hôtels... Leur âge varie entre 12 et 18 ans. Certaines ont eu à se droguer pour, disent-elles, avoir la force de faire face. Ces filles font leur « travail » dans des conditions d'hygiène peu commodes ; elles sont exposées aux maladies et sont soumises à une exploitation inouïe : exploitation sexuelle et exploitation financière. À l'occasion des rafles de polices, elles se retrouvent en prison, d'où elles peuvent sortir sur l'intervention de leur protégés qui font jouer la corruption ou tout autre moyen. Parmi elles, une minorité a fait des études plus ou moins poussées. La plupart n'a pas été à l'école ou n'a guère fait plus de quatre années d'études.

À côté de la prostitution des filles, se développe la prostitution masculine, phénomène qui était jusque là inconnu au Sénégal. Il s'agit de garçons âgés de 13 à 18 ans qui font les plages et les hôtels pour se prostituer auprès des nombreux touristes qui envahissent Dakar.

Enfants et jeunes travailleurs

À coté de ces groupes, il en existe d'autres, qui développent ou expérimentent des activités productives.

Les cireurs

Ce sont des jeunes de 10 à 20 ans, qui viennent du Fouta dans la région de Saint Louis. Ils appartiennent à l'ethnie des toucouleurs. Ils sont des milliers à Dakar ; ils sillonnent les rues ou se mettent dans des endroits passants. Ils font le cirage et la réparation des chaussures. Ils vivent en communauté, en louant des chambre qu'ils partagent, ou bien ils dorment dans les mosquées. Leur activité, non reconnue au départ, s'est finalement affirmée dans un contexte de rareté de l'emploi comme un moyen de s'en sortir. Ils continuent cependant à se battre pour s'imposer comme des acteurs économiques. Ils se battent pour être mieux reconnus. Ils mettent petit à petit sur pied de petits ateliers de cordonneries, pour développer leur entreprise.

Les enfants et jeunes récupérateurs

On les appelle les « Boudioumanes », ils font tous les jours le tour des différents dépotoirs d'ordures à la recherche d'objets récupérables et recyclables : bois, fer, aluminium, bouteilles, plastiques.. Munis de sacs et d'un fer crochu, ils font de longues distances pour fouiller dans les déchets. Nonobstant les odeurs nauséabondes, ils ne semblent avoir d'autres recours que les déchets qui constituent leurs rescousses premières pour survivre dans un environnement qui a fait d'eux des « déchets humains ». Condamnés à vivre des déchets est le sommet de la violence, pour des enfants et pour n'importe quel adulte, comme en témoigne J. S. : « J'ai 20 ans, je fais de la récupération depuis plus de 5 ans. Nous sommes des centaines, voire des milliers de personnes qui pratiquons cette activité. La récupération est difficile, car fouiller dans les ordures, dans la saleté, constitue de réels risques pour notre santé ; mais à l'idée que la plus petite bouteille, le plus petit bout de fer, le morceau de plastique, peut te permettre d'avoir au moins de quoi acheter des biscuits pour tenir debout, on n'hésite pas un seul instant. L'espoir de trouver un objet vendable est très motivant pour nous, enfants, jeunes et adultes, qui exploitons les ressources des ordures. C'est parce qu'on n'a rien et qu'il nous faut vivre. Nous sommes sales, mal vus par tout le monde. On est marginalisé. Nous ne bénéficions d'aucune considération sociale. Nous sommes exploités par les revendeurs qui ont aménagé des « packs », espaces informels où règne la loi des revendeurs qui fixent les prix. Nous faisons face quotidiennement aux rafles de la police qui nous jettent en prison. Notre seul tort est d'être des démunis. La violence rythme notre vécu ».

Les coxeurs

Ils évoluent dans les gares de stationnement où ils facilitent le transport des personnes en les orientant vers les cars, selon les destinations. Ils reçoivent en contrepartie un pécule que leur laisse le receveur du car au départ de la voiture. Ils ont réussi à s'imposer dans le secteur du transport comme des acteurs incontournables. Ils sont cependant obligés de se battre quotidiennement pour être davantage reconnus et respectés. Ils s'organisent de mieux en

mieux. Ils ont d'ailleurs mis en place leur organisation sous forme de groupe-ment d'intérêt économique (GIE), selon les dispositions réglementaires en vigueur pour mieux dialoguer avec les autorités et développer des partenariats féconds avec les communes, les ONG... Les coxeurs sont des jeunes qui ont vécu des situations de marginalité et qui se sont recyclés dans cette activité qu'ils ont valorisée pour en faire un métier qui nourrit ceux qui la pratiquent. Les gares routières où ils évoluent constituent le lieu de prédilection de jeunes marginaux qui utilisent le vol comme moyen essentiel de leur survie. Les coxeurs, soucieux de promouvoir leur image, travaillent à assainir les gares de stationnement en chassant tout jeune ou toute personne douteuse à leurs yeux ; au besoin, ils la livre à la police qui, de plus en plus, s'attache leurs services dans la recherche d'éventuels malfaiteurs. Ainsi, ils collaborent avec la police et les délégués de quartiers pour la sécurisation des gares routiers et des quartiers qui les environnent.

Comme le dit K. L., « ce métier, nous ne l'avons pas créé ; mais nous lui avons donné toute l'importance qu'il revêt aujourd'hui. Les coxeurs étaient mal vus, perçus comme des délinquants, des vauriens qui profitent des bousculades pour détrousser les voyageurs. Depuis que nous avons organisé le secteur, on est reconnu par les autorités communales et les chefs de quartiers ; d'autant que nous avons créé notre GIE, qui est reconnu. À l'heure où beaucoup de jeunes sont au chômage, nous avons, grâce à cette activité, promu l'auto-emploi. Nous diversifions nos activités en permettant à d'autres jeunes de s'insérer dans la production. Nous sommes de mieux en mieux reconnus et respectés. Beaucoup d'entre nous sont mariés et entretiennent leur famille à partir de ce qu'ils gagnent ici. Nous comptons monter nos entreprises de transport et ouvrir des magasins de vente. Mais il y'a d'importantes batailles à gagner. Nous comptons travailler à fédérer l'ensemble des coxeurs de Dakar, car c'est uni que nous serons forts et que nous pourrons mieux obtenir ce que nous voulons en tant que citoyens. Nous avons créé une caisse de solidarité pour nous entraider en cas d'événements heureux ou malheureux. Cette caisse a une fonction de sécurité sociale ».

Les employées de maison

Elles sont pour la plupart venues du milieu rural pour travailler en ville. Certaines sont issues des infra quartiers de Dakar ou de la banlieue dakaroise. Elles ont suivi les traces de leurs aînées qui ont pu s'insérer dans le secteur de l'emploi domestique. Celles-ci les accueillent et les orientent dans la recherche d'emplois. Elles vivent en groupes dans des pièces louées dans les quartiers périphériques. Parmi celles qui ont pu trouver un emploi, certaines vivent chez leurs employeurs tandis que d'autres rentrent le soir. Elles gagnent entre 5 000 et 35 000 F CFA. Celles qui gagnent 35 000 F CFA sont employées par des expatriés travaillant à Dakar. Le traitement social des employées de maison n'est pas toujours des meilleurs. Généralement analphabètes, elles sont victimes de diverses formes d'exploitations : harcèlement sexuel, non respect de la législation du travail, car près de 90 % sont payées en dessous du SMIG. Qui plus est, elles sont souvent accusées de vol. Elles ont des journées de travail pleines. Elles se regroupent en groupes de ressortissantes de village ou de

3. Voir en annexe l'article de M. Diop et Y. Pedrazzini à ce sujet.

terroirs pour faire face aux affres de la vie urbaine. Instruites par les différentes épreuves qu'elles subissent au quotidien, elles viennent de mettre en place le Syndicat des employées de maison et des domestiques. Elles se sont affiliées aux centrales syndicales des travailleurs les plus représentatives pour défendre leurs intérêts matérielles et moraux toujours bafoués.

O. N. raconte : « Je suis employée de maison depuis l'âge de 13 ans. J'en ai aujourd'hui 26. C'est un travail qui n'est pas de tout repos. On travaille dur. On ne bénéficie d'aucune reconnaissance sociale sur nos lieux de travail. Pourtant, c'est nous qui rendons propres les maisons. Nous préparons à manger pour la famille. Nous lavons les enfants. Nous les amenons à l'école. Nous sommes mal payées. La plupart d'entre nous ne gagnent pas 15 000 F CFA. Nous sommes souvent victimes de harcèlement sexuel ; une de nos collègues a été balancée par son employeur du deuxième étage de l'immeuble où loge le patron. On court parfois derrière nos employeurs pour percevoir notre dû, car on ne peut pas parler de salaire dans notre cas. Nous refusons de nous prostituer ou de voler. Mais nous refusons de continuer à souffrir dans nos lieux de travail où nous portons le fardeau du travail de la maison. Nous n'acceptons pas d'être violée, d'être des bonnes à tout faire. Nous avons notre syndicat pour renforcer notre solidarité en vue de lutter contre l'arbitraire et pour notre reconnaissance en tant que travailleuses à part entière. Nous savons que désormais il faut se battre pour arracher ses droits. La valorisation de notre image est à ce prix ».

Les mots, le vécu des jeunes et la violence

Les jeunes adoptent un langage et un discours construit avec leurs propres mots, volontairement tranchants. Dans leur parler, pas du tout naïfs, ils laissent transparaître leur ressenti, leur état d'esprit. Dans un contexte de grandes difficultés, ils se battent pour se réaliser et vivre avec dignité. Ils subliment toutes les situations en les positivant. Les mots wolof utilisés par les jeunes pour exprimer leur vécu, leur angoisse et leurs aspirations qui ont pignon sur rue, sont les suivants :

Xoslu ou Khoslou

Niéfè

Taaba-Taaba

Taxalé ou Takhalé

Goor-goorlou

Jafandou.

Yéek

galérer, faire face

se battre

se débrouiller

coller morceau par morceau, faire du bout à bout

se débrouiller, s'armer de courage et se battre

résister pour ne pas tomber, s'agripper solidement

émigrer, partir ailleurs

Malgré les difficultés, les jeunes ne s'avouent pas vaincu par la crise qui les

frappe de plein fouet. Ils montrent qu'ils ont davantage de ressources et suffisamment de forces pour relever les défis qui leur sont imposés. Le langage plus ou moins guerrier indique que dans la société actuelle tout est rapport de forces. Cette furie guerrière constitue pour eux une riposte. Ils mènent un combat citoyen, qu'ils partagent avec tous ceux et toutes celles qui pataugent dans les méandres de la précarité et de la marginalité sociale.

Les groupes de Rap

Plus de 400 groupes de Rap existent dans la ville de Dakar. Le mouvement rap a été porté au départ par les étudiants et élèves lassés et déçus par la succession des années blanches qui ont ponctué l'école sénégalaise et l'Université de Dakar durant les années quatre-vingt et 90. Il s'agit essentiellement d'un rap de contestation, de dénonciation et de critique du système, mais aussi de revendication des droits d'une certaine jeunesse.

Ce rap, qui est fortement inspiré par les « modèles » hip hop et gangsta américain, va ensuite gagner les quartiers pauvres. Il sera utilisé comme moyen d'expression de la révolte des jeunes. Dans leurs textes, ils mettent alors l'accent sur les dysfonctionnements de la société. Ils parlent de la corruption, de la mal gouvernance, de la crise de l'emploi et du chômage des jeunes qui en résulte. Ils parlent de la misère du plus grand nombre et du règne de l'argent comme le nouveau Dieu de la planète. Ils développent de véritables plaidoyers pour la jeunesse oubliée, obligée de vivre de vol et de banditisme. Les textes irrespectueux sont véhiculés par des voix chaudes et provocatrices à souhait. Des projets de société alternatifs sont développés à travers ce genre musical de rupture, qui tranche par l'engagement politique des textes. Cependant chaque groupe de rap a son « gang », ce qui fait que les concerts virent souvent à des batailles rangées entre groupes. Dans les quartiers populaires de Dakar beaucoup de jeunes filles et garçons montent leur groupe de rap et se battent pour se faire une place dans le milieu.. Les studios de musique qui fleurissent avec le développement du show-biz industrialisent le mouvement hip hop qui se tourne davantage dans l'intégration du marché. Mais ça, ça ne se passe pas qu'à Dakar ! ...

Les écuries de lutte

La lutte constitue aujourd'hui un sport très populaire, en raison de la crise qui frappe le football naguère sport roi. Les jeunes qui s'adonnent à cette pratique sportive proviennent des quartiers populaires dakarois de Fass, Pikine ou de Médina. Il s'agit de quartiers chauds où il y avait beaucoup de combats de rues et où habitaient des bandes ou des gangs. Savoir se battre était le plus sûr moyen pour se faire une place dans le quartier. En lieu et place des bandes et des gangs, les écuries de lutte ont émergé et constituent un cadre qui permet aux jeunes d'utiliser leur force physique dans un cadre sportif³.

Le développement de la lutte avec frappe a amené beaucoup de jeunes à se professionnaliser. Les écuries de lutte sont ainsi toute une organisation gérée comme une entreprise sportive. Les cachets mis en jeu vont aujourd'hui de 1 000 000 de F CFA à 60 000 000 F CFA. La lutte constitue un nouveau créneau d'insertion socio-économique. C'est d'ailleurs à l'échelle nationale la seule activité sportive qui permet de gagner rapidement de l'argent, sans que le lut-

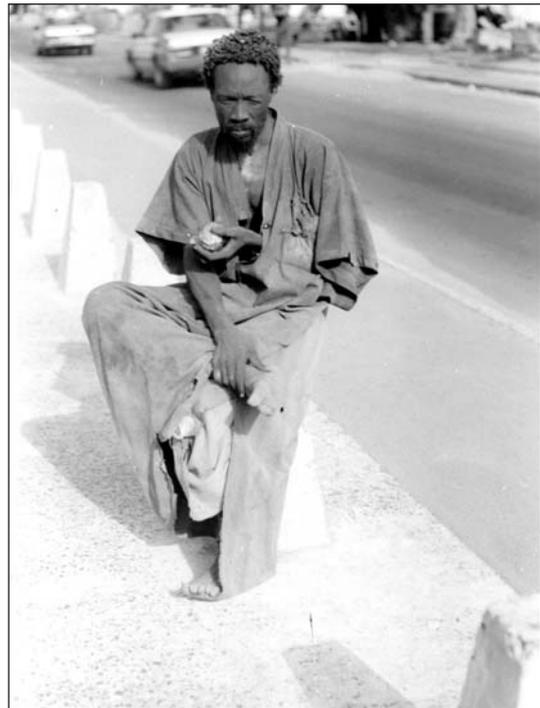


« Folie et violence urbaine. La contre-société des fous - reflet ou simple miroir de la globalité sociale -, la folie nous renvoie à nous-mêmes. Elle nous rappelle quotidiennement que la ville se constitue par le regard de tous et de chacun. La ville produit de la violence et de la folie, Cette dialectique violence urbaine et folie nous invite à des réajustements sociaux, culturels, économiques et politiques permanents ».

teur n'ait besoin de sortir du territoire national pour aller monnayer son talent. Les agences de publicité utilisent de plus en plus l'image des lutteurs pour vendre des produits.

La génération « Boul Falé »

C'est la nouvelle génération. C'est la jeunesse qui valorise sa rébellion contre l'ordre social établi. Boul Falé signifie en wolof (langue la plus parlée au Sénégal) : « Ne t'en occupe pas ! » ou « Laissez-moi faire ce que je veux ». Cette jeunesse s'exprime à travers le rap et la lutte. Elle renverse les schémas établis. Par exemple, le hip-hop s'est imposé. Finis les chants laudatifs à la gloire des riches, des patrons et autres tenants du pouvoir. Il s'agit de critiques acerbes en direction du système dominant et de tous les pouvoirs locaux qui maintiennent le statu quo social. Ils appellent le changement social Les jeunes n'ont plus besoin de gros matériel pour s'exprimer et faire leur musique. Ils critiquent la société des adultes et parlent du parti de la jeunesse.



Folie et violence urbaine.

Au niveau de la lutte la génération, Boul Falé a fini par prendre le meilleur sur ses aînés. Il développe une nouvelle vertu et de nouvelles valeurs sportives, qui démarient sport et drogue, valorise l'effort et le mérite. Il œuvre pour que le sport soit au service des jeunes et non un sport qui enrichit ses prétendus promoteurs !

Jeunes, violence et vie sociale

Dans la vie en société, les personnes et les groupes ont besoin d'un minimum de valeurs sociales qui s'inscrivent dans un pacte citoyen pour garantir une réelle socialité, condition pour ancrer la culture de la paix dans les mœurs. Les enfants, les jeunes, les femmes, les hommes, réclament quotidiennement avec énergie un minimum d'humanité dans la gestion de la cité. La « bête » qui dort en chacun de nous bénéficie plus que jamais d'un cadre idéal pour se réveiller et conditionner nos actes, notre manière de penser et d'être. L'urgence sociale provoque le sauve-qui-peut social. Chacun cherche à s'en sortir, n'importe comment, la fin justifiant les moyens. C'est l'avènement de l'individualisme. La famille recule. La solitude gagne les personnes et les groupes. Dans ce contexte, les enfants et les jeunes vivent dans une sorte de situation d'abandon. Les jeunes se révoltent alors contre les familles et tout ce qui à leurs yeux symbolisent la cause des problèmes existentiels qui les étouffent. Leurs révoltes feutrées ou ouvertes s'expriment à travers les stratégies qu'ils expérimentent pour survivre dans un environnement urbain hostile. La solidarité est en lambeaux. Les rues de Dakar et les quartiers populaires nous en offrent malheureusement la parfaite illustration. Des milliers d'enfants et de jeunes en rupture d'avec leur famille squattent les rues en construisant de nouveaux lieux de vie aux antipodes des normes sociales. L'arrivée massive de centaines de familles qui viennent élire leur nouveau domicile dans les rues donne à la belle étoile sur des cartons qui leur servent de literie, vivant de restes de repas et de l'aumône des passants que l'étalage de leur misère a sensibilisé. Leurs enfants vont grandir dans cette ambiance de misère et de pauvreté absolue. Quels hommes et quelles femmes vont-ils devenir ? Seront-ils des monstres ? Les enfants et jeunes personnes handicapées n'ont, eux aussi, d'autres recours que la mendicité dans la rue. Quel est leur tort ?

Une société a plusieurs vitesses, qui exclut plus qu'elle n'intègre, secrète la violence et l'entretient en développant peu à peu, à partir de pratiques violentes, une « culture de la violence ».

Folie et violence

Les fortes pressions qu'exerce la société de consommation sur les personnes et les groupes et les chocs que cela entraîne ont sans doute des répercussions psychologiques et mentales néfastes. Dans les rues de Dakar, on note de plus en plus une importante population de personnes que l'on dit atteintes de folie. Parmi celles-ci, une forte proportion de jeunes qui traînent çà et là, sans aucune forme d'assistance. Ils font partie désormais du décor de la ville. Certains ont quitté les centres psychiatriques où ils étaient internés, ou encore les maisons des guérisseurs traditionnels, refusant ainsi les camisoles de

forces. Les « fous » nous rappellent violemment la relation entre Santé Mentale et Santé Sociale. On ne saurait, par conséquent, réduire la folie à un simple problème psychiatrique. La Contre-société des fous se révèle comme un espace de liberté. Des espaces de liberté.

Chaque fou vit sa vie. Leurs tenues vestimentaires, leurs discours ou leurs comportements de tous les instants qui nous agressent en nous renvoyant en nous mêmes, constituent un miroir social qui nous renvoie les reflets de la violence urbaine. C'est que la folie n'est plus socialisée. Elle ne traduit plus un état de dérèglement social et familial qui mobilise la communauté à laquelle appartient la personne qui révèle les dysfonctionnements. Les fous sont exclus et marginalisés. Ils deviennent fous de plus en plus, à la suite des dures conditions d'existence et de vie. Qu'ils soient vaincus par la vie ou qu'ils aient « choisi » de s'installer dans la folie, les fous valorisent l'anti-société. Ils nous font rire et nous font pleurer. Ils systématisent nos angoisses et nos peurs. Ils sont « déchetisés ». A. F. nous dit : « J'ai vécu pendant près de 15 ans dans la rue, à la suite de mon divorce avec mon mari. Certains me disent que cela ne va pas dans ma tête, car souvent ils ne comprennent pas mon discours ou il leur semble que j'ai des attitudes bizarres. Il faut savoir que certaines situations vous tournent la tête et vous poussent à la folie. Des femmes et des hommes avec qui je vis dans la rue tiennent parfois des discours qui montrent la profondeur de leurs souffrances et l'origine de leur déchéance. L'être humain est fragile, il ne peut résister à certains tourments. Si toutes ces personnes atteintes de folie pouvaient vous conter leurs histoires, tu comprendrais que les hommes sont méchants et que la société est pourrie, mais que Dieu n'est pas méchant ».

Les solutions mises en œuvre par les jeunes à travers les groupes de musique, les associations sportives et les petits métiers visent toutes la quête d'une reconnaissance sociale. Elles dégagent les perspectives d'une nouvelle socialité. Tous les jeunes et toutes les personnes rencontrées affirment leur détermination à lutter pour réaliser leurs aspirations et retrouver une réelle place dans la société. Ils n'hésitent pas à laisser échapper leur colère et leur dépit pour fustiger tout ce qui contribue à leur exclusion sociale et économique. « Seuls les braves font face vaillamment aux dures conditions de vie », dit le proverbe. Cette phrase récurrente qu'ils martèlent comme un leitmotiv renseigne sur leur état d'esprit et la conscience qu'ils ont acquise au fil des épreuves endurées. La violence, c'est la misère, et la paix c'est tout le contraire de la misère. Il faut par conséquent réduire, sinon faire disparaître, toute la misère qui féconde la violence. Il apparaît alors que la violence n'est pas une donnée extérieure au fonctionnement des sociétés qui produisent de l'exclusion mais un « produit » endogène.

Destruction de l'habitat de rue

Les occupations « illégales » d'espaces publics par les jeunes sans abri et les constructions précaires qu'ils érigent, tout comme les « points de vente » installés dans la rue par des vendeurs informels incommode les autres catégories sociales qui s'adonnent à des activités de commerce légales sur ce même espace. Les démolitions par les autorités municipales des cantines aménagées par les habitants de la rue et les confrontations que cela entraîne s'inscrivent dans une sorte de spirale de la violence, actuellement banalisée. Les associations de riverains des marchés de Dakar qui se mobilisent pour déguerpir les commerçants non autorisés qui occupent les devant des maisons qui jouxtent le marché, ouvrent très souvent des brèches que la police exploite pour intervenir à coup de grenades lacrymogènes, avec à la clef des arrestations qui déplacent le conflit devant les tribunaux, alors qu'une simple concertation aurait permis sans doute de résoudre le problème. Il arrive par moments que l'on ramasse dans certains quartiers populaires ou dans les rues de Dakar le corps sans vie d'une personne battue à mort au nom de la « justice populaire ». Dans cette situation, la police ne daigne généralement même pas ouvrir des enquête sérieuses, car toute victime est supposée être coupable... Souvent, le seul tort est d'être à certaines heures dans un quartier où on est inconnu. Un réflexe de défense primaire s'est emparé brutalement des populations qui trouvent en l'autre la source de leur angoisse et un parfait exutoire..

L'absence de l'État ou sa présence nuisible

Le désengagement de l'état des secteurs sociaux vitaux comme la santé, l'éducation, l'emploi et la sécurité, rime quelque part avec un abandon des populations à leur (triste) sort. Les populations auto-expérimentent des modèles alternatifs pour faire face à la situation, ce qui laisse la voie libre à certains excès. La violence est ainsi, dans bien des cas, liée à l'absence inintelligente et gratuite de l'État qui se défait de ses responsabilités. La défaillance de l'État et la crise d'autorité induite favorise l'inflation de toutes les dérives. Quand l'intervention de l'État consiste aussi en une répression systématique, elle stimule les ardeurs et conduit à la violence. Il n'est pas rare d'assister à des affrontements violents entre les policiers et les jeunes qui font leur petit commerce sur la voie publique, dans les grandes artères de Dakar. Ainsi se développe une image négative de la police qui est incapable de jouer un rôle social positif. Il s'y ajoute aussi que l'image d'une police corrompue au service de ceux qui ont de l'argent est mentalement entretenue par les populations, et les jeunes notamment, ainsi que le montre l'entretien réalisé avec MB. D. :

« Nous sommes dans un pays où il faut savoir se défendre, car ceux qui ont raison perdent devant ceux qui ont de l'argent. Les policiers sont corrompus et les magistrats rendent une justice qui n'en est pas une. On est souvent surpris des verdicts des tribunaux qui font la différence entre riches et pauvres. Il faut des « bras longs » en cas de contentieux. Il arrive même qu'au niveau des commissariats, on ne te laisse pas parler quand ton vis-à-vis à des appuis assez solides. Voyez, souvent, quand tu attrapes un voleur et que tu l'amènes au commissariat, on te demande en tant que victime de lui amener à manger. C'est vraiment aberrant ! Souvent aussi, il arrive que la police ne puisse même pas se déplacer car elle n'a pas de véhicules, ni de carburant pour faire ses missions de service public. Nous sommes obligés, en tant que population, de nous organiser pour assurer notre sécurité ».

Violence urbaine et drogue

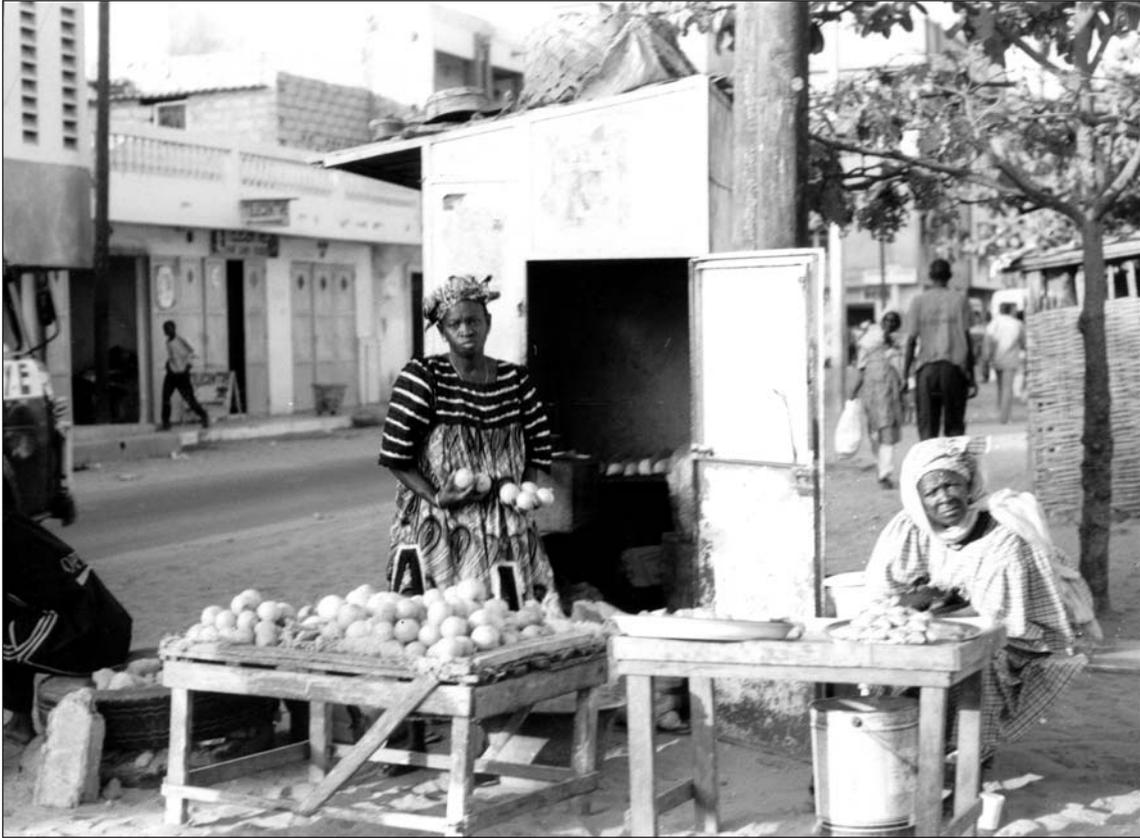
L'utilisation massive de stupéfiants par les différentes couches de la population qui semblent trouver dans ce produit destructeur un objet de médiation, pose un problème de sécurité humaine. Nombre de personnes rencontrées, dans les rues comme dans les quartiers, affirment recourir à des produits dopants. Le cannabis est le produit le plus consommé, selon les déclarations des gens. Les enfants, par contre, et certains jeunes pratiquent le « guinz » ou « ginze », c'est-à-dire l'inhalation de solvant, le diluant cellulosique, que les menuisiers et les peintres utilisent dans leurs activités professionnelles ; les enfants et les jeunes le sniffent avec des chiffons imbibés. C'est la drogue des pauvres.

Ceux qui commettent des vols ou des agressions utilisent des produits psychotropes avant la commission de leur forfait. On note le développement d'une sorte d'industrie de la drogue dans certains quartiers spécialisés dans le commerce et la distribution de ces produits dangereux. On peut citer, entre autres, la Médina, avec la zone dénommée « Colombie », ou la Gueule Tapée, avec la rue « sans Lois », le quartier Grand Dakar... Les descentes fréquentes de la police dans ces lieux et la riposte des « dealers » offrent souvent des spectacles dignes des films de grand banditisme. Il est vrai que la drogue est devenue une denrée qui se vend bien et donc rapporte beaucoup d'argent : 1 kilogramme de cannabis coûte 45 000 F CFA, alors que le kilogramme de mil ou d'arachide ne coûte guère plus de 150 ou 200 F CFA. La vente de la drogue est devenue une affaire de famille et de bandes bien organisées. Certains paysans pauvres ont investi ce créneau et approvisionne le marché dakarois. Des réseaux bien organisés contrôlent le trafic. Ils utilisent les services des enfants et des jeunes qui n'ont pas d'autres choix. La folie qui gagne les jeunes de plus en plus est causée dans bien des cas par l'utilisation et l'abus des drogues. La drogue est au service de l'argent, mais elle participe également à la destruction de notre corps social.

CH. ND. En parle de cette manière : « J'ai connu l'enfer de l'utilisation des drogues. Plus j'avancais dans la consommation, plus j'avais mal dans mon corps et dans ma tête. J'étais par moment agressif. J'avais beaucoup de difficultés dans mes relations sociales. Sous l'empire des pesanteurs de la vie j'avais voulu me « guérir » de quelque chose. Je cherchais une paix. J'ai utilisé alors la drogue qui m'a offert une tranquillité artificielle, qui m'a conduit dans la souffrance de l'âme et du corps. La drogue ne fait que des victimes ».

« Enfants adultes » et jeunes adultes

La situation globalement défavorable oblige les enfants et les jeunes à renoncer à leur enfance et à leur jeunesse. Ils deviennent brutalement adultes car ils doivent eux mêmes se prendre en charge ou participer à la prise en charge de leur famille. La génération des « enfants adultes », ou des jeunes adultes, se forge et se construit à travers les expériences de vie difficiles. Exilés dans leur propre pays, ils cherchent tous à partir ailleurs, dans un pays plus ou moins lointain, pour réaliser leurs rêves. Eux, qui dans leur pays ne rêvent plus mais ne font que des cauchemars... De par leur dynamisme, ils expérimentent des voies. Ils acquièrent une plus grande maturité et une capacité d'autonomie insoupçonnée. Ces enfants-adultes et ces jeunes-adultes constituent une ressource pour eux mêmes et pour la société. Les initiatives innovatrices qu'ils prennent par le biais d'activités productives et créatrices les nourrissent, eux et leur famille. Qu'il s'agisse du cirage, de la récupération, du lavage de voiture, de la musique, de l'artisanat et des autres modes d'expression artistiques ou du sport, les enfants et les jeunes portent en eux des solutions qui vont dans le sens de sécuriser et de pacifier le champs social, en créant un environnement beaucoup plus humain. Il s'agit alors de suivre leurs regards et de cerner la profondeur de leur message et les signaux qu'ils annoncent. Ni privation, ni répression, il convient de les reconnaître socialement en appuyant leur dynamisme. Le travail des enfants, consubstantiel à la violence urbaine, est dès lors à replacer dans le cadre de la déliquescence des valeurs de solidarité, mais aussi de la paupérisation des larges couches de la population. Les enfants et les jeunes sont par la force des choses impliqués dans la gestion de la crise, dont ils portent en définitive tout le fardeau : « J'ai 12 ans. Je ne vais plus à l'école. Je vends des beignets et de l'eau fraîche avec ma mère à la gare routière de Dakar. Plusieurs enfants de mon âge s'adonnent à des activités de petit commerce, et d'aide restauratrice dans les gares routières ou d'autres endroits de la ville. On voudrait bien continuer nos études, mais nos situations familiales nous obligent à aller travailler plutôt que d'aller à l'école » (I.G.).



« Les activités génératrices de revenus, comme le petit commerce, mobilisent les femmes devenues chefs de ménages. Plusieurs initiatives portent leur signature. Le petit commerce de survie, qui s'est développé dans la rue et les marchés, participe d'un refus de la fatalité. L'amélioration des conditions de vie du groupe familial est à la base des motivations profondes : c'est un combat véritablement citoyen ».

4.

SYNTHÈSE DES CONSTATS PRINCIPAUX

Le quartier de Grand-Yoff a une population très diversifiée où se côtoient Sérères, Manjaks (Guinéens Bissau), Pulars, Soninkés, Wolofs, etc. La majorité de la population n'a pas reçu de formation professionnelle qualifiante et est employée pour la plupart du temps comme manœuvres temporaires dans les usines ou par des entrepreneurs.

Les parents confrontés à un problème de survie, sortent tôt le matin, en laissant leurs enfants dans des situations souvent dramatiques. Les enfants, laissés à eux-mêmes, ne mangent pas à leur faim, subissent des agressions sexuelles et morales. En l'absence des deux parents, ils grandissent dans une

misère éducative, renforcée par le manque de cadres sains pour leur épanouissement. Il n'y a pas suffisamment d'écoles, ni de structure de formation adéquate pour l'instruction des enfants et leur initiation professionnelle. Sans aucune surveillance, les enfants errent dans les quartiers et les environs, qui sont des lieux de prédilections des voyous (Exemples : La broussaille de la zone de Captage et ses risques (puits non bouchés), les dépotoirs de poubelles fréquentés par les « Ginzeurs ».

En raison du manque d'espaces (aires de jeux, jardins, centres aérés, etc.), les seuls espaces qui restent libres appartiennent à des propriétaires terriens Lébous et à la Société des Eaux, ce qui rend difficile l'aménagement de nouveaux espaces de loisirs pour les enfants. Le manque d'éducation est ressenti tant par les adultes que par les jeunes. Les adultes n'osent plus corriger l'enfant d'autrui, de peur d'être poursuivi par la justice. La peur gagne la population, qui s'interroge sur le devenir de leurs enfants.

On constate aussi que la plus grande partie des malfaiteurs agissant dans Grand Yoff viennent d'autres secteurs comme Grand Dakar, Pikine, Thiaroye. La délinquance et tout ce qui contribue au développement de la violence n'est pas forcément l'apanage des populations de Grand-Yoff, Khar -Yalla et Arafat.

La famille sénégalaise se compose souvent de 7 à 12 membres en moyenne. Les familles sont nombreuses à Grand-Yoff, Khar-Yalla et Arafat ou les parents ne disposent pas de suffisamment de pièces pour loger confortablement tous les membres de la famille. Les enfants de la deuxième génération, frappés par le chômage et le manque de moyens de leurs parents, ont des difficultés pour avoir leurs propres chambres dans la maison familiale ou pour aller louer ailleurs. La promiscuité avec des locataires qu'on ne connaît pas entraîne les problèmes habituels de vols, perversion, (pédophilie, prostitution), drogues.. La location constitue un moyen de mobiliser des revenus pour les chefs de famille propriétaires, mais il s'agit toujours d'une tactique adoptée dans l'urgence. En toile de fond, les véritables problèmes demeurent. On mettra l'accent sur quelques problèmes structurels, mais certains autres, conjoncturels, demande également notre attention.

Constats négatifs

1. Les quartiers sont mal assainis et mal urbanisés. Les déchets liquides et solides sont mal gérés ; ils entraînent une insalubrité qui pose des problèmes d'environnement et de gestion du cadre de vie.

2. Ces quartiers sont des espaces interculturels où l'interculturalisme est mal vécu par les populations qui n'en font pas une ressource ; ceci induit des problèmes de communication et des conflits qui empêchent une vie beaucoup plus conviviale.

3. La plupart des habitants sont des locataires et sont peu intéressés à la qualité de leur maison.

4. La majorité des habitants sont dans la débrouillardise, ce qui implique de la précarité et du stress.

5. Les parents sont quasiment absents de chez eux, ce qui entraîne une perte d'autorité des pères de famille et des problèmes de communication à l'intérieur des familles. Les enfants sont, dans la plupart des cas, portés à vivre dans la rue en fuyant de chez eux. La pédophilie trouve un champ libre du fait de l'absence des parents, partis à la recherche du pain quotidien.

6. Déficience des établissements scolaires au niveau de Khar-Yalla et d'Arafat.

7. Les agressions, le vol, le trafic de drogue, la prostitution, entrent dans les stratégies de mobilisation de ressources.

8. Le désengagement de l'État abandonne les populations à elles-mêmes. L'État n'investit plus dans les secteurs vitaux qui participent aux développements des quartiers tels que les écoles, les dispensaires ; à cela s'ajoute l'absence de création d'emplois dans ces secteurs.

9. Dans les quartiers, deux Mosquées à moins de 100 m l'une de l'autre, sont sources de conflits permanents.

10. Prolifération des enfants qui naissent sans une reconnaissance paternelle, ce qui pose des problèmes au plan social.

11. La combine est érigée en système pour tirer partie de certaines situations de rente : racket des policiers envers les coxeurs, ginzeurs, apprentis et petits trafiquants.

12. Les Baol-Baols, gérants de « paks » (marchés d'occasion informels), achètent tout ce que les petits ginzeurs ou ramasseurs de poubelles leur apportent et jouent le rôle de banquiers pour ces derniers.

13. Les populations vivent une insécurité alimentaire criarde et la foi religieuse des personnes et des groupes n'a pas résisté aux assauts de la crise.

14. Les tendances politiciennes sont causes de conflits et de batailles sanglantes au sein de la communauté. Les autorités municipales chefs de tendances politiques diverses, excluent les adversaires politiques des aides sociales (allocation de bourses, distribution de denrées alimentaires, etc.).

15. Le chômage des jeunes plonge ces derniers dans le désespoir et conditionne les actes d'indiscipline dont ils sont par moments les auteurs.

16. La solidarité n'a pas résisté à l'épreuve de la crise, paradoxalement.

17. La faiblesse des revenus des familles crée des sentiments de frustration et de faiblesse chez les parents qui ne peuvent pas jouer leur rôle de parents. Ils nourrissent des sentiments d'injustice par rapport à l'éducation des enfants qui n'ont pas les mêmes possibilités pour accéder au savoir et aux savoir-faire. Un grand quartier comme Arafat n'a aucune école publique et il est constaté que beaucoup de parents abandonnaient leurs enfants dans la rue, ce qui fait que beaucoup d'enfants sont inoccupés.

18. Habitat : la promiscuité, les difficultés de cohabitations obligent certains parents à laisser leurs enfants passer la nuit dans les vérandas ou chez des amis pour les plus âgés. Les quartiers ne sont pas lotis ni assainis, les maisons sont très étroites et mal construites. Il manque aussi d'espaces pour l'épanouissement des populations.

19. Les confrontations entre plusieurs modèles éducatifs posent des problèmes d'articulation pour impulser un encadrement adéquat des enfants qui sont ainsi inscrits sur plusieurs registres.

20. Les populations des quartiers de Grand-Yoff, Arafat, Khar-Yalla n'ont plus la possibilité de s'adonner à des activités de maraîchages ou d'élevages qui leur rapportaient des revenus conséquents. Toutes les terres destinées à ces activités ont été attribuées à des sociétés immobilières par l'état.

21. L'exode rural : la masse de population venue des régions intérieures du pays pose un problème sérieux sur le plan démographique et culturel.

22. Les agressions et la prostitution : même si elles sont causées par la pauvreté et les mauvais films, sont encouragées par quelques habitants qui sont les complices de ceux qui les pratiquent, et le font dans le seul but de pouvoir en tirer un bénéfice.

23. L'insécurité : les tentatives de résolution des problèmes de sécurité se heurtent aux obstacles que constituent le nombre pléthorique des chefs de quartier. Ils ne s'entendent pas et ne se concertent pas pour la prise de décisions communes, ce qui est un des facteurs de blocage pour le règlement de certains problèmes et pour le développement du quartier (le comité de vigilance en est un exemple).

24. Le chômage : la majorité des jeunes de ces quartiers est désœuvrée et ne travaille pas. Seules, les femmes regroupées dans les associations de femmes mènent quelques activités génératrices de revenus, telles que la teinturerie, le petit commerce, etc.

25. La santé : si les quartiers comme Khar-Yalla et Grand-Yoff sont dotés de structures sanitaires celles-ci sont indigentes en équipements et ont du mal à satisfaire les demandes sans cesse croissantes pour la couverture des besoins de santé des populations. À Arafat, il n'y a pas de structures de santé.

26. L'occupation de la voie publique : elle pose problème et fait l'objet de déguerpissements à l'occasion des opérations coups de poings de la Municipalité.

27. L'absence d'espaces de concertations pour la mobilisation des populations sur les problèmes essentiels des quartiers. Ainsi, des problèmes qui auraient dû être réglés par la mobilisation de la communauté restent en l'état.

Constats positifs

Les difficultés énoncées ci-dessus d'après le récit fait par les habitants des quartiers ne doivent pas nous faire oublier que ceux-ci ont également évoqué lors de l'auto-évaluation, un certain nombre de points positifs :

1. Les principaux axes routiers qui désenclavent les quartiers sont bitumés et facilitent une plus grande fluidité de la circulation.
2. Les populations prennent des initiatives sociales et économiques pour apporter des réponses à des problèmes ponctuels des quartiers. Par ex : création d'un centre de récupération scolaire par une jeune fille de bonne volonté ; mise en place d'une écurie de lutte par des jeunes, etc.
3. Dans les différents quartiers, plusieurs Associations Sportives et Culturelles (ASC), créées à l'initiative des jeunes, planifient et gèrent à l'échelle des quartiers un programme assez diversifié : compétitions de troupes de théâtre de quartier, tournois entre des équipes de football de quartier, tournois de lutte, etc. Les ASC essaient de s'orienter vers le développement.
4. Les jeunes ruraux sans qualifications professionnelles, tout comme les diplômés de l'enseignement supérieur, aménagent leurs propres créneaux d'insertion socio-économiques.
5. Les difficultés d'accès aux crédits pour financer des micro-projets ont été mises à profit par les populations pour mettre en place des caisses d'épargne et de crédits autogérés pour rendre disponible la ressource financière.
6. L'implantation de centres nutritionnels par AGETIP dans tous les quartiers de Grand-Yoff, Arafat et Khar-Yalla, pour venir en aide aux mères de famille.
7. Les associations ou regroupement des femmes en G.I.E. ou Tontines constituent des bases matérielles pour le développement de l'entrepreneuriat social.

Solutions déjà mises en œuvre

1. Assainissements des quartiers par les populations.
2. Création de comités de vigilances pour la sécurité des quartiers.
3. Caisse d'épargne et de crédits pour le financement des micro-projets des femmes dans les quartiers.
4. Les associations sportives et culturelles mettent en place des programmes de développement pour répondre à la demande d'emploi des jeunes des quartiers.
5. Des jeunes ruraux investissent ce qu'ils gagnent en ville dans l'agriculture, dans leurs villages d'origine, et s'organisent pour élaborer des programmes de développement des villages.
6. Des écuries de lutte se montent et contribuent à positiver l'image des jeunes qui arrivent à gagner leur vie par la pratique sportive.
7. Les puisards ont été faits pour le traitement des eaux usées

Solutions envisageables

1. Les chefs de quartier doivent être élus par les populations des quartiers de façon à ce que leur mandat soit issu de la volonté populaire. Ce qui leur confère une réelle légitimité.

2. Les chefs de quartiers doivent être formés pour qu'ils soient à même d'avoir des capacités de management.

3. Une coordination des chefs de quartiers doit être instituée dans la perspective de la mise en place d'un espace de concertation pour des décisions consensuelles dans tout ce qui touche les développements des différents quartiers.

4. La commune doit prendre en charge le comité de vigilance pour la sécurité.

5. Pour régler le problème de l'assainissement, il faut que la population participe à la réalisation des canaux d'évacuation avec l'appui de l'État.

6. Création d'un plan d'urbanisation qui prend en compte les aspirations et les visions des populations.

7. Création d'espaces de jeux, des écoles.

8. Sensibiliser les parents à l'éducation des enfants, en partenariat avec les ASC et les groupements féminins, les associations de personnes âgées, etc.

9. Création d'activités génératrices de revenus au profit des populations, appuyer financièrement et matériellement.

10. Surveillance de l'occupation de la voie publique : il faut trouver des endroits pour les marchands qui occupent la voie publique.

11. Mobilisation de la population pour le contrôle de la prostitution et la gestion du cadre de vie.

12. Création de garderies de bébés pour les parents qui travaillent.

13. Sensibiliser les jeunes filles et les garçons aux dangers de la rue, aux questions de santé (VIH SIDA, MST etc.).

14. Informer, sensibiliser, éduquer les chauffeurs, apprentis et les agents de police.

15. Intégrer la religion dans l'éducation.

16. Application de la réglementation sur la sonorisation.

17. Renforcer les activités sportives et culturelles et les insérer dans un programme cohérent de développement, en vue d'en faire des outils contre l'exclusion et la marginalisation sociale.

19. La commune : même si pour certains la population doit participer à la résolution de certains problèmes, la commune est plus apte à régler les difficultés liées à l'assainissement, à l'occupation de la voie publique, à l'implantation d'écoles, de structures sanitaires et d'espaces d'épanouissement de la population. Elle peut même prendre en charge le comité de vigilance. La commune pourrait acheter des maisons pour les transformer en école, dispensaire et autres.

Évidemment, ces constats, positifs et négatifs, ne sont pas simplement énoncés par les habitants des quartiers de Grand-Yoff. Ils débouchent immédiatement et tout naturellement sur des propositions et des recommandations pour une action concrète destinée à induire des transformations allant dans le

bon sens.

Les modalités pour la mise en œuvre des axes

Un certain nombre de propositions extrêmement précises ont été formulées lors de l'auto-évaluation. On en retiendra ici les plus intéressantes :

1. Les chefs de quartiers doivent instaurer des réunions sous forme d'assemblée générale du quartier, car le chef de quartier doit avoir un contact permanent avec la population ; il doit être à l'écoute.

2. Les Imams doivent communiquer dans leurs sermons, pour informer la population des problèmes cruciaux, immédiats du quartier.

3. Un espace de concertation entre tous les acteurs intervenants ou concernés par le développement des quartiers permettra d'élaborer collectivement un programme de développement

4. Il faut encourager la création de nouvelles structures telles que ONG, centres sociaux, centres polyvalents. Celles-ci doivent jouer pleinement leurs rôles. Elles doivent être connues par la population.

5. Il faut que soient assurés l'application et le suivi des projets, en vue de la bonne concrétisation et réalisation des axes dégagés.

6. Grand Yoff doit se doter d'un chef de quartiers, ou d'un collègue des quartiers, qui coordonnera les relations de l'ensemble des chefs de quartier avec les autorités et les autres acteurs locaux importants, ceci en permanence.

7. Il faut réaliser un plan directeur d'assainissement de Arafat.

8. Il faut mettre en place ce que nous nommerons un « auto-observatoire du développement social des quartiers » et dont la tâche sera de comprendre au quotidien et de l'intérieur l'évolution des dynamiques du quartier, afin de pouvoir réagir sans délai aux problèmes qui pourraient surgir.

DIMENSIONS DE LA VIOLENCE URBAINE

Une analyse de la violence urbaine par ceux qui la vivent fait ressortir plusieurs dimensions qui s'articulent en produisant un système complexe dont les mécanismes pleins de vitalité structurent toute la problématique urbaine. Mais, à partir d'une telle vision des processus, on a trop souvent traité de façon mécanique la question des violences urbaines en distinguant deux catégories de protagonistes de ces phénomènes : la catégorie des violents et les autres. Un examen attentif des différents points de vue et des synthèses des constats sur la situation telle que la population la vit, met en évidence les aspects fondamentaux. Nous allons les passer en revue.

Dimensions politiques

La plupart des points de vue qui se sont exprimés pendant l'auto-évaluation ont mis l'accent sur l'exode rural consécutif aux années de sécheresse qui ont fait affluer beaucoup de personnes et de groupes en ville, notamment à Dakar, la capitale. Aucune politique efficiente de développement intégrant milieu urbain et milieu rural dans une cohérence programmatique n'a été mise en place pour répondre aux besoins profonds des populations. Les villes ont alors démesurément grossi selon des modèles occidentaux qui ont induit des casures dans une urbanisation partant tous azimuts. Dans ce processus, on note l'émergence de zones périurbaines comme Arafat, Khar Yalla et Grand Yoff, où vivent d'importantes couches de la population contraintes à la survie, dans un environnement urbain hostile pour le plus grand nombre.

Les populations aspirent tout naturellement et humainement à la vie, c'est à dire au bien être social. Elles veulent se réaliser en tant que personnes et citoyens mais, comble de paradoxe, les schémas politiques des gouvernants ne sont pas en adéquation avec les perspectives qu'entrevoient les personnes et les groupes. Lasses d'être considérées toujours comme des masses inertes incapables de s'auto-promouvoir ou d'envisager leur futur, refusant surtout tout fatalisme ou toute victimisation, les populations rurales ont fait une offensive vers la ville, qui a confisqué l'essentiel des richesses locales au détriment des villages. L'exode rural s'est par conséquent déroulé sous le rapport d'un combat citoyen pour l'accès aux ressources, mené par ceux qui en ont été expropriés ou exclus. La recreation des villages dans la ville est éloquente... Cette démarche de l'appropriation initiée par les populations rurales symbolise, sinon exprime les dysfonctionnements institutionnels et politiques majeurs. L'exode rural, qui transparaît dans tous les discours, a subi un traite-

ment négatif de la part des gouvernants et de leurs phraseurs. Qualifié de simple phénomène par certains, de fléaux par d'autres, l'exode rural a longtemps traduit la crise et les dysfonctionnements d'un système qui ne reconnaît pas à chacun et à tous la fonction de bâtisseurs sociaux. L'exode devait au début être perçu comme un signal fort invitant le système à s'interroger et à se recréer : « Nous sommes venus en ville pour chercher des moyens de vivre ! ». Cette phrase cheville l'intervention des habitants et indexe les non-réponses aux problèmes existentiels. Il s'agit de problèmes concrets qui appellent des réponses concrètes.

Mises dans une situation d'urgence, les populations développent leurs propres stratégies pour construire des alternatives ou les expérimenter. Ce qui provoque des conflits d'orientation et l'expression d'une certaine violence institutionnelle. Le conflit politique est dès lors prégnant. Ceux qui gèrent les affaires de la cité peuvent-ils toujours le faire sans les principaux concernés ? Dans tous les cas, la volonté des habitants est un repère qui doit participer à fixer les règles du jeu politique. La reconnaissance de la fonction politique de tous et de chacun apparaît comme une condition sine qua non dans le processus de reconstruction sociale. L'affirmation de l'idéologie marchande, le rétrécissement des espaces d'insertion sociale ont élargi les périphéries sociales. Les modèles de développement imposés de l'extérieur à travers des normes et valeurs dominantes ont produit de l'exclusion et de la marginalisation. Les espaces de pouvoir occupés par les minorités gouvernantes et les espaces populaires semblent avoir du mal à développer une communication interactive pour faire avancer qualitativement les problèmes qui se posent aux communautés. Les espaces de marginalité et de conflits se développent cependant dans une perspective assez complexe. Les quartiers populaires et les banlieues se confondent avec les territoires de la marginalité. L'absence d'infrastructures de base, écoles, dispensaires, aires de jeu, l'exiguïté de l'habitat, la mauvaise réputation qu'on leur prête, dévalorisent ces lieux et leurs habitants posent des problèmes structurels. Les schémas imposés par les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale ou le FMI ont joué un rôle moteur dans l'exacerbation des contradictions au sein de notre société. La fonction d'acteurs, donc de porteurs de projets et de visions pour l'avenir, n'est pas reconnue pour tous. Les femmes et les jeunes, non reconnus comme acteurs, ont développé beaucoup d'initiatives mais entretenu par moments des relations de destruction avec leur environnement. L'émergence de bandes ou de gangs, voire de certains autres réseaux informels, constituent cependant presque une riposte au plan institutionnel.

Les valeurs que charrient ces initiatives de survie sont des réactions porteuses de modèles alternatifs. L'appropriation de la richesse par une minorité soucieuse de gérer le pouvoir et la lutte pour l'accès aux richesses du plus grand nombre entraîne une confrontation des modèles et un affrontement entre les forces sociales et les intérêts en jeu. Des références politiques fortes, structurées ou non, transparaissent dans l'expression des différentes forces sociales qui sont en concurrence dans le champ social des quartiers de Grand-Yoff, Arafat, Khar-Yalla.

Dimensions économiques

Manque de moyens, faiblesse des revenus, chômage, constituent des mots chocs dans les discours des personnes quand elles évoquent les problèmes fondamentaux avec lesquels elles sont confrontées. En effet, les quartiers populaires de Grand Yoff, comme Arafat et Khar Yalla, sont des zones où les populations vivent de grosses difficultés économiques et financières. Les stratégies développées par les populations pour mobiliser des ressources pour subvenir aux besoins vitaux alternent activités licites et activités illicites. Dans un contexte de rareté de l'emploi, de rareté financière, les familles des quartiers périurbains vivent une pauvreté qui induit des difficultés de vie. La prostitution, le vol en réunion, à mains armées, les escroqueries, le trafic de drogue, constituent des moyens pour certaines couches pour accéder à l'argent. La bataille pour le gain financier est un des axes de la violence urbaine. La société marchande de consommation, avec ses normes et valeurs, met à la périphérie tous ceux qui ont du mal à s'intégrer dans ses schémas. Confinés dans la survie et la misère, ceux ci créent à leur tour des dispositifs de « croissance économique », à travers des gangs et des réseaux. Comble de paradoxe, ces réseaux sont vite récupérés par des réseaux occultes de proxénètes, de receleurs et de trafiquants de drogue, qui se mettent en place et utilisent la pauvreté des personnes et des groupes pour s'enrichir.

Les aspirations des personnes et des groupes à un développement économique réalisé pour un bien être familial et social n'est pas pris en compte. Les populations des milieux populaires comme Arafat, Khar Yalla et Grand Yoff ont du mal à mobiliser leurs propres ressources et à les exploiter dans une perspective d'auto-développement. Pourquoi dans ce contexte de rareté des ressources et de crise économique, on ne part pas des personnes et des groupes, de la façon dont ils envisagent leurs propres stratégies pour bâtir des programmes de développement et aménager des créneaux d'insertion socio-économiques avec la participation des jeunes et des femmes, de toute la communauté ? Le spectacle des enfants et jeunes travailleurs ou des femmes qui initient, dans les rues et les quartiers, des activités économiques socialement porteuses nous montre que les populations ont des compétences et des capacités qu'il convient de valoriser. Les stratégies violentes de mobilisation de revenus sont, par conséquent, le résultat historique de choix économiques erronés, parce qu'excluant et marginalisant pour le plus grand nombre. Dès lors, on peut en inférer que la société marchande est excluante et marginalisante. Elle est productrice de violence ; or, la violence appelle la violence. La répression orientée vers les milieux populaires, et qui s'expriment par les rafles policières pour traquer les bandes de voleurs ou d'agresseurs, est une non réponse aux interpellations explicites ou implicites qu'elles serinent. Les populations veulent vivre dignement. Elles ne veulent pas de la survie. Elles veulent être prises en compte dans la gestion de leur cité. Elles sont porteuses de projet socio-économiques et aménagent des espaces intégrateurs, comme en témoignent les nombreuses initiatives qu'elles entreprennent et qui ne demandent qu'à être prises en compte dans une perspective de développement social.

Elles veulent construire le futur ; d'ailleurs, à travers leurs initiatives, on peut dire que le futur est déjà à l'œuvre. Cependant, ceux qui se sont accaparés des richesses ne vont pas accepter de partager celles ci sans heurts. Une

société intégratrice, c'est une société de paix. Or la paix ne peut être construite à partir du dénuement et de la misère économique du plus grand nombre. Une société de paix sera l'œuvre de chacun et de tous. Les jalons pour construire la paix reposent inéluctablement sur des structures économiques viables, portées par les personnes et les groupes. Il ne saurait être question de maintenir les populations dans le seuil minimum de pauvreté et mettre en place des politiques d'urgence sociale assistancielle. La mise en branle d'alternatives économiques véritables, autogérées à la base, va favoriser l'impulsion de nouveaux rapports à l'économie où l'argent, comme moyen, ne va pas jouer d'une centralité qui minore le rôle et la place d'autres ressources dont la fonction économique est réelle. L'argent occupe en effet une place forte dans le fonctionnement du jeu économique. Il s'agit de l'apprécier à sa juste valeur, sans le fétichiser, afin de donner aux populations de plus grandes perspectives.

Dimensions culturelles

Les processus historiques, qui déterminent l'ordre des choses, ont sans doute été alimentés par les mutations culturelles qui ont posé des problèmes de métabolisme au niveau des personnes et des groupes. Il ressort des interventions que des conflits de génération sont prégnants. Ils sont des points nodaux dans les communications inter-générationnelles parents-enfants à l'intérieur des familles, et adultes-jeunes au sein de la communauté du quartier. Des parents, qui ont le sentiment que leur autorité n'est pas respectée, développent de l'agressivité vis à vis des membres de la famille jugés récalcitrants.

Beaucoup d'enfants se sont ainsi retrouvés dans la rue pour des raisons liées aux conflits de perception qui ont induit des problèmes de communication entre eux et leurs familles. Les référents culturels et le système de valeurs qu'ils engendrent varient d'une génération à l'autre, d'un groupe socioculturel à l'autre. L'immobilisme mental et intellectuel de ceux qui se réfèrent à des valeurs culturelles traditionnelles s'oppose à la mobilité intellectuelle de ceux qui cherchent à être en phase avec les valeurs que charrient le modernisme et la modernité. Les chocs culturels exacerbés par le foisonnement des médias ont réduit les distances culturelles, valorisant d'autres éléments culturels participant à l'émergence d'une culture de la violence. On assiste à un spectacle où les vaincus et les démunis expriment leurs frustrations et leurs angoisses. Celles-ci, mal ou pas analysées, amènent parfois des membres de mêmes groupes à se regarder en ennemis, ce qui provoque des conflits ouverts ou des situations des tensions, témoin ces déclarations : « La vie est dure actuellement, ceux qui n'ont pas les moyens ne sont pas respectés et vivent dans la misère ». « Aujourd'hui, tous les moyens sont bons pour avoir de l'argent et ne pas vivre dans la déchéance ». « La richesse, c'est les hommes, les amis, les parents... Or si on n'a pas d'argent, on a personne autour de soi ». « L'argent est valeur première et permet d'accéder à tout ».

Une analyse de cette situation nous situe au cœur du paradoxe : les personnes et les groupes vivant les mêmes problèmes, soumis aux mêmes pressions mais, bien que vivant dans les mêmes difficultés et la survie, ont souvent du mal à se détacher de leurs difficultés, pour mieux se situer par rapport aux

contradictions qui tapissent le champ général. Les valeurs de tolérances, de lucidité, de respect et de reconnaissance de l'autre dans sa différence, de l'autorité structurante, ont été mortellement érodées par le temps. La méta-culture, produit achevé de la planétisation du village-monde et amené par le boom des médias, a fini par brouiller les repères.

Les politiques locales de développement ont du mal à apporter des réponses culturelles aux questions nouvelles. Les comportements des individus et des groupes obéissent à des systèmes de valeurs autres, qui mettent l'accent sur la compétition et qui font des différences des inégalités, en bloquant le développement d'une interculturelité positive qui valorise la complémentarité ; car en faisant de nos différences des ressources pour agir et interagir, nous allons développer une culture de la paix, à partir de valeurs véritablement humaines parce que non exclusives et non excursionnistes, mais intégratives.

Cependant, des questions subsistent actuellement à entendre ces questions agitées par les uns et autres. À partir de quelles valeurs faut-il organiser l'éducation des enfants et des jeunes, les règles du jeu social ? Quand la corruption, le gain facile, la malhonnêteté, le trafic, la pauvreté, la survie, la débrouille sont institutionnalisés, il y a là des valeurs ou sous-valeurs, des non valeurs ou des anti-valeurs qui s'affiment.

Quand l'argent devient culturellement la valeur première qui ouvre toutes les portes ; quand les enfants sont abandonnés et que le dialogue culturel est presque impossible sinon biaisé par le matériel ou la marchandisation tous azimuts, alors la culture de la violence, de l'affrontement et de la confrontation s'installent.

La violence, sous ce rapport, ne peut plus être analysée du point des vols et des agressions, mais à partir des dysfonctionnements institutionnels et des relents culturels qui en découlent.

L'environnement institutionnel est violent dans son essence et son fonctionnement. N. B., mécanicien de son état, le souligne : « L'État ne fait pas preuve d'imagination, il ne multiplie pas les écoles et ne crée pas de nouveaux emplois. Il n'allège pas les lourdeurs de l'administration par trop bureaucratique, il crée beaucoup de pauvreté. Il ne facilite pas la tâche aux populations démunies. Cependant, il augmente le nombre des policiers. L'État provoque le mécontentement de la population car, à la place du Sénat, il fallait créer des emplois et des émissions éducatives ». Ceci traduit une vision autre que celle des gouvernants qui ne se réfèrent pas aux points de vue des populations pour voir comment celles-ci se représentent les contradictions au sein de la société. La violence de l'État est indexée par cet habitant qui exprime un point de vue quasi général, partagé par toutes les populations liées par les mêmes conditions de vie difficiles. Ceci constitue un aspect fondamental de la violence urbaine.

À partir de ce moment, les populations refusent de se focaliser sur l'expression, mais mettent l'accent sur les questions de fonds que soulève la violence urbaine. Ainsi, pour elles, les agressions, les vols et autres ne sont que l'expression culturelle d'un environnement institutionnel défectueux hostile et tyrannique. Symboliquement, la violence urbaine est le reflet, le miroir de la société marchande, du capital qui exploite et met à la périphérie de larges couches de la population et c'est en réaction que celles-ci développent à leur tour des mécanismes d'auto-défense. Le langage, la façon de s'exprimer des gens, les tenues vestimentaires sont le lieu d'expression d'une révolte qui

Politiques	Économiques	Sociales	augmentation de la population
<ul style="list-style-type: none"> - Gestion ethnique, clanique et vue partisane du pouvoir - Non participation des populations à l'élaboration des programmes de développement. - Non prise en compte des points de vue des populations. - Prégance des institutions qui créent un centre et un vaste périphérie. - Violence institutionnelle - Répression comme mode de révolution des conflits - Non accès aux richesses et aux services de base éducation, santé. <p>Conflit de modèle : techniciens et de la société marchande créatrice de violence.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'urbanisation : exigüité des locaux, manque d'espace. - La ville des habitants est plus intégrative et correspond aux vœux du plus grand nombre. - Une minorité possède, une majorité est exclue ou marginalisée. - La ville est contre les enfants et contre les habitants, les enfants et les jeunes notamment. - Les problèmes de communication entre l'administration et les administrés. L'État ne développe pas des coupants d'anticipation et ne suit pas les initiatives populaires. - Initiative populaire récupérés ou détournés. la violence est utilisée par l'État : système éducatif en crise. L'État renforce sa sécurité et l'insécurité des populations. - Absences d'espaces de concertation entre tous les de la ville. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des niveaux - Chômage - Pauvreté - Les stratégies de mobilisation des revenus : drogue, vol, prostitution, exploitation du travail des démunis - La bataille autour de l'argent - Mauvaises performances économiques et financières - Le dénouement matériel des habitations - Difficultés d'accès au crédit - Multiplication des activités de mobilisation de ressource pour survivre (Activités routinières, petits métiers, débrouillardises, etc.) - Besoin alimentaire du plus grand nombre non satisfait à cause de la rareté financière (insécurité alimentaire) - Augmentation du coût de la vie (inflation galopante) - Rétrécissement du champs de l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> -Exclusion et marginalisation sociale de larges couches - Désagrégation des mécanismes communautaires de régulation sociale - Problèmes de communication à l'intérieur des groupes et entre les groupes - Absence communication entre les gouvernement et les gouvernés - Non valorisation des personnes et des groupes dans leur lieu, dans ce qu'ils veulent - Dislocation de la famille qui se nucléarisent et processus d'individualisation de la vie des personnes et des groupe et de leur problèmes. la famille en tant que institution est ébranlée dans ses fondements - Perte d'autorité familiale - Affirmation de la mange sociale, avec les gangs, les bandes et autres - Rapport sociaux obéissant à des fonctionnements dessin carné - La solidarité prend un sacré coup 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'adaptation et d'insertion au sein de la société

façonne le vécu des gens.

La fragilisation culturelle a eu pour effet le développement d'un identitarisme pernicieux, avec des relents éθνicistes qui cloisonnent les groupes socioculturels. Cet état de fait, utilisé comme levier ou comme fonds de commerce politique pour négocier son insertion dans l'espace urbain avec les tenants du pouvoir, justifie les tendances groupusculaires bâtis autour du clan ou du village d'origine.

Ce qui donne souvent lieu à des affrontements violents. Or les menées identitaristes constituent un instinct primaire de conservation culturelle. En effet, l'anonymat et la standardisation constituent des menaces pour les spécificités culturelles que la globalisation en cours dans le milieu urbain risque de gommer. Mais en contrepartie, la perte de sens qui s'en suit génère un vide culturel.

Dimensions sociales

L'exclusion et la marginalisation sociale ont changé les données au sein de la société. Les bases de la solidarité entre les personnes sont sapées, des problèmes de communication parasitent le champ relationnel. Les perdants du jeu social sont dévalorisés et les espaces des personnes et des groupes – c'est à dire les quartiers populaires et leurs milieux d'évolution – sont mal vus. Cela provoque une conscience sociale négative. Les périphéries sociales, qui sont en réalité des enclos sociaux, deviennent des lieux d'où fusent d'intenses tonalités qui portent les messages forts des groupes marginalisés. Ceux-ci sont le produit de rapports sociaux bâtis sur un mode violent. La dévalorisation des quartiers populaires ou des espaces périurbains engendre une conscience de révolte et pousse ceux qui en sont l'objet à entretenir avec leur environnement et leur entourage des relations de confrontation et non de construction.

La faiblesse des capacités de lecture sociale des populations trop marquées par la crise entraîne des dysfonctionnements sociaux qui empêchent les nécessaires dynamiques synergiques entre les personnes et les groupes pour déconstruire les rapports sociaux excluants. Les valeurs sociales bâties autour de la famille se perdent, car celle-ci, trop agressée, a perdu de son poids et de son autorité. Dans ce contexte, la famille n'arrive plus à être en adéquation avec sa vocation première et, par conséquent, elle a davantage de difficultés à jouer son rôle d'insertion sociale. Ainsi, se pose la question de savoir comment une famille exclue ou mal insérée peut faciliter les apprentissages sociaux

nécessaires pour l'adaptation des individus et des groupes dans la société. La famille, en tant que institution sociale porteuse de valeurs, disparaît de plus en plus car elle n'est plus un cadre sécuritaire ; elle n'a plus les moyens matériels ou financiers et par conséquent n'a plus de ressources morales pour assumer sa fonction première. Les images parentales sont dévalorisées. À l'intérieur des familles, la communication entre parents et enfants fonctionne difficilement, en raison des besoins non satisfaits, des attentes déçues et des absences de perspectives. Les liens familiaux sont distendus. Les conflits inter-familiaux et intra-familiaux se développent et les gens ont du mal à vivre dans leur famille et dans leur quartier. Sinon, ils n'ont plus envie de vivre dans leurs propres lieux et ont du mal à se situer par rapport à eux mêmes, au groupe social et à leur environnement. La famille et le quartier ne fonctionnent plus comme des ensembles sociaux ; ils sont caractérisés par l'absence de mécanismes ou de modes de gestion sociale des conflits. Les piliers identitaires, familles, quartiers, sont fragilisés et on note une dislocation de la famille qui se nucléarise en déclenchant le processus d'individualisation de la vie des personnes et des groupes, mais surtout de leurs problèmes qui ne sont plus inscrits dans un projet collectif ou communautaire. Il n'existe pas, dans les quartiers de structures capables de faciliter la communication sociale entre les personnes et les groupes en cas de besoin. Le regard social dominant réprime plus qu'il n'accepte l'expression des sensibilités sociales novatrices ou émancipatrices. La créativité sociale est souvent suspectée ; cependant elle s'affirme dans une dynamique de positionnement social mettant en scène plusieurs acteurs sociaux.

Les gangs et les bandes ou les réseaux qui se constituent sont alors des tentatives de reconstruction sociale. Elles apparaissent comme des ripostes pour le repositionnement de certains groupes sur l'échiquier social. Ils sont porteurs de valeurs et d'objectifs pour satisfaire des intérêts précis de certains groupes d'acteurs. À coté de ces formations sociales, l'on note d'autres organisations sociales comme les associations de quartiers, les groupements de femmes, les associations villageoises en milieu urbain et d'autres catégories sociales organisées ou non (employées de maison, coxeurs, laveurs de voitures, lavandières, chômeurs, petits commerçants...). Ces formations sociales sont engagées dans une lutte pour la conquête d'un mieux être. Elles sont les acteurs qui dynamisent un mouvement social assez complexe qui utilise l'informel comme levier pour la défense de son pain et pour revendiquer sa part de richesse et ses droits non respectés, dans le cadre de la gestion du champ social. Les bandes et les réseaux occultes qu'elles engendrent utilisent les difficultés comme opportunités pour développer de nouveaux ancrages sociaux, en utilisant les victimes du système social dominant ou les valorisant. À l'intérieur des périphéries sociales, ils aménagent des espaces qui, dans la plupart des cas, reproduisent à leur tour des inégalités sociales. Dans la marge, se recrée alors de l'exclusion. Les bandes et les gangs produisent une culture de réseaux qui participe à la destruction du corps social, car ils emprisonnent des franges importantes de la population dans la quotidienneté. Celles ci s'enferment dans le trafic et les combines qui ont des incidences sociales douloureuses.

Les associations de quartier, les groupements de femmes et les autres acteurs sociaux tournent en rond dans les activités de survie. Ils n'évoluent pas dans le processus d'une construction progressive de leur futur. La pau-

vreté ou les difficultés économiques ont induit des problèmes sociaux. Le cri du cœur de cet habitant en dit long : « Quand on vit des difficultés sociales, on a le cœur meurtri, on perd la tête et on contrôle difficilement ses actes, on devient agressif et c'est normal. On peut se laisser aller à toutes sortes de passions ou céder à toutes les tentations pour s'en sortir. On ne rêve pas, on fait des cauchemars ».

L'éducation en prend un sacré coup. Ainsi les activités ne sont pas inspirées par une analyse suffisante de la situation. Les populations ne résonnent pas en termes de programmes à long, moyen ou court terme. Ils réagissent ou s'activent à partir des opportunités qui se présentent.

L'absence d'espaces de concertation pour la mise en relation des diverses catégories d'acteurs en vue d'impulser des interactions dynamiques pour mutualiser les ressources et faire partager les objectifs de développement, fait que les catégories d'acteurs sont cloisonnés les uns par rapport aux autres et ont des difficultés à interagir. Qui plus est, les groupes d'acteurs n'arrivent pas toujours à organiser leurs activités à partir d'un projet social clairement défini et partagé par tous. Il apparaît partout dans les différents discours que les diverses catégories d'acteurs appellent de toutes leurs forces, consciemment ou inconsciemment, le changement social. C'est-à-dire une société où chacun à sa place au soleil. Cependant, après analyse, on note des pratiques sociales dont les finalités des actions entreprises ça et là ne contribuent pas à des changements significatifs, car elles ne sont pas émancipatrices pour chacun et pour tous. Les activités plus ou moins illicites des gangs et des bandes et les activités des associations ou groupements des quartiers comme les initiatives individuelles suivent toutes une logique reproductrice. Partout, émergent de nouvelles aristocraties locales. Les gens ont des difficultés à échapper au piège de l'idéologie dominante.

Or, de la reconnaissance de chacun comme acteur et de la valorisation des capacités et des compétences de chacun dans le processus de construction sociale, dépend la création d'espaces sociaux intégrateurs. Mais le constat est que ces catégories ou ces populations qui vivent dans la précarité sont déconsidérées et leurs lieux non valorisés : eaux usées, ordures, éclairage public défectueux, manque d'infrastructures de base (écoles, dispensaires), exigüité de l'habitat et de l'espace social de vie... Ceci contribue à entretenir une image sociale négative. Les rafles de polices qualifiées d'opération d'assainissement par les autorités de la ville montrent combien les populations des quartiers populaires sont maltraitées ou perçues comme des déchets sociaux. Or la violence dont on rend responsables les populations n'est pas atavique, c'est-à-dire inscrite dans le code génétique des populations. En d'autres termes, aucun microbe ne les habite ou ne les conditionne à la violence. Le spectacle de violence qui est offert dans ces endroits n'est que l'expression d'un mal de vivre profond, symptomatique des mauvaises performances des responsables de la gestion sociale des problèmes des populations. Mais ceux-ci ne reconnaissent pas leurs échecs et refusent de s'ouvrir à de nouvelles méthodes, notamment participatives, qui pourraient débloquer la situation. Car force est de noter ici que les populations ont des points de vue et des idées de programmes pertinents qui ne sont pas potentialisés comme ressources, dans la perspective de faire évoluer qualitativement les questions sociales. La victimisation dont sont l'objet les habitants et la culpabilisation empêchent la prise

en compte des solutions qu'ils détiennent souvent. La parole des habitants est étouffée ou non prise en compte, ce qui fait que les solutions institutionnelles ont de faibles ancrages et insécurisent les populations obligées d'assurer elles-mêmes leur propre sécurité, dans divers domaines de vie. La sécurité institutionnelle exprime une violence d'État et rime avec rafles policières et ne s'élargit pas aux autres domaines qui ont des incidences sur la sécurité des personnes et des groupes.

L'exiguïté de l'habitat et la rareté ou l'étroitesse des espaces ont des effets induits négatifs. Les populations vivent la ville avec beaucoup d'angoisse et d'inquiétude. Les limites spatiales constituent des blocages objectifs pour les populations, en cela qu'elles les empêchent d'expérimenter au maximum des stratégies qui les affranchissent de la survie. La promiscuité dans les maisons où vivent parfois plusieurs familles locataires issues de milieux socioculturels différents entraîne des conflits entre locataires. La location, hors de portée de certaines bourses, oblige certaines familles nombreuses à s'entasser dans une seule pièce. On trouve en général dans les logements loués des familles de 10 à 15 personnes. Les conflits entre voisins, entre locataires et propriétaires de maison et les conflits à l'intérieur des familles rythment le quotidien des quartiers. Les abandons d'enfants, les infanticides des enfants nés hors mariages et non reconnus sont à mettre au chapitre de la violence au quotidien. Le surpeuplement des quartiers n'est pas pour faciliter les choses, car les besoins et les préoccupations des personnes restent en l'état. Le cadre de vie carenciel fait que les populations n'ont plus envie de vivre dans leur quartier qui ne correspond pas toujours au lieu qu'elles souhaitent habiter.

Les divorces qui suivent une courbe exponentielle constituent dans cette dynamique une donnée sociale qui engendre beaucoup de problèmes. Ainsi, beaucoup d'enfants et de jeunes vivent dans les rues. Les parents ne sont pas toujours présents dans les maisons, trop préoccupés par la recherche des moyens de la survie du groupe familial. Ils sont rarement à la maison, ce qui distant les rapports avec les enfants avec qui ils ont davantage de problèmes de communication. Ils n'entretiennent pas avec ceux-ci des relations éducatives. Seuls, abandonnés à eux mêmes, les enfants sont confrontés aux problèmes scolaires avec le taux d'échec élevé. L'absence d'aires de jeux et d'activités physiques et sportives privent les enfants d'espaces positivement structurants. La rue devient alors un lieu de concentration et d'exercice de plusieurs activités qui ne font pas toujours bon ménage. Les acteurs en présence développent des agressivités de part et d'autre et créent une dynamique sociale négative. Ainsi, dans la rue, les enfants jouent au football ou autre, les femmes vendent, les adultes organisent leur grand place, ce qui crée des problèmes qu'une organisation rationnelle de l'espace de vie des personnes par les autorités de la ville aurait pu résoudre.

Il n'existe pas de rationalité sociale en ce sens que la population augmente en nombre, sans qu'on ne mette en branle des processus en vue de faire disparaître les incohérences du système social.

Les milieux populaires, mal assainis, sont des lieux où les gens sont confrontés à des problèmes de santé physique et mentale, voire sociale, à cause de la précarité dans laquelle ils vivent. Le manque d'occupation du plus grand nombre crée une oisiveté, sinon pour certains une tendance à des pratiques sociales dangereuses, pour tuer le temps ou échapper à la morosité

ambiante : jeux de hasard, commérages etc. À chaque fois que des bagarres et disputes surviennent, certaines personnes qui se recrutent dans la catégorie des inoccupés organisent les plaintes au niveau de la police, pour ensuite bénéficier des commissions de la part des plaignants, au lieu de développer une médiation sociale entre les différentes parties en conflit.

Dimensions personnelles

Les personnes vivent dans un environnement qui met à rudes épreuves leur identité. Elles ont perdu la capacité à vivre en adéquation avec elles-mêmes, fragilisées qu'elles sont par les contrecoups d'un contexte de vie où l'aléatoire et la précarité ont fini par atteindre les consciences individuelles obscurcies.

Les individus sont confrontés aux difficultés de prendre des reculs pour mieux comprendre les fondements des contradictions sociales. La constante référence à l'argent, avec le manque de revenu et les difficultés d'ordre matériel évoquées principalement par les populations, montre à quel point les personnes ont du mal à se détacher de leurs difficultés et à se donner des perspectives pour bâtir humainement et socialement le futur.

Une angoisse existentielle transparait en filigrane dans le discours des gens. Les individus ont du mal à donner un sens à leur vie, en ce sens qu'ils démontrent une personnalité « éclatée » qui repose sur un substrat artificiel. Les individus développent une fausse conscience et recourent à des fausses solutions pour reconstruire une identité détruite ou pour soulager une personnalité malmenée.

La consommation de la drogue comme recours pour résoudre les problèmes existentiels constitue un indicateur qui fixe l'état de souffrance des individus. L'organisation des personnes autour des structures religieuses (DAHIRAS, groupes de paroisses, etc.) sont aussi des éléments qui participent à la dynamique d'une quête de soi à travers la foi religieuse.

Ainsi la religion joue une fonction dans la construction d'une identité malaisée.

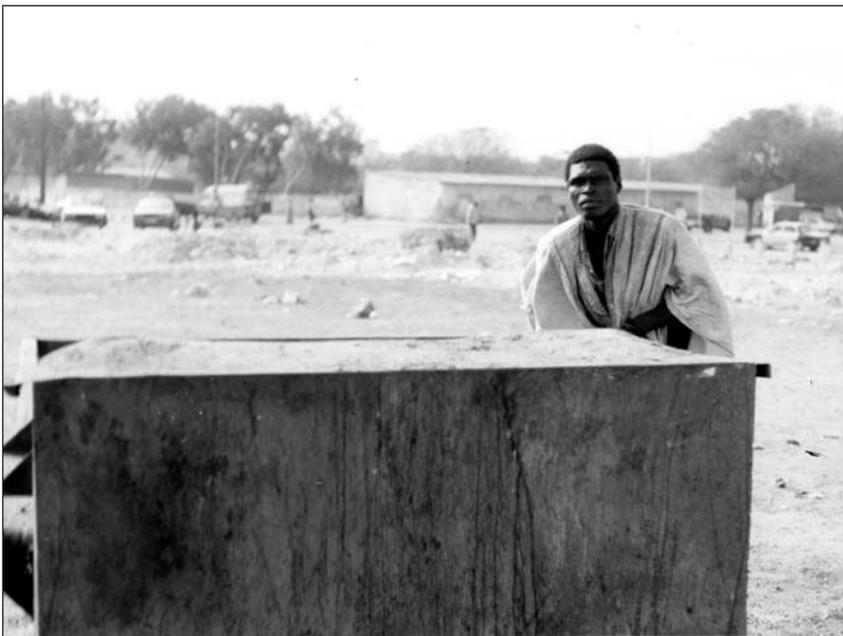
Les dimensions de la violence urbaine

Nous avons essayé de résumer et classifier les quatre dimensions de la violence urbaine analysées plus haut, à partir des enquêtes d'auto-évaluation réalisées dans Grand Yoff.

LES AXES POUR RECONSTRUIRE LA PAIX

Les populations ont montré que la paix, « civile » et en milieu urbain, ne saurait être un simple slogan ou un concept en l'air. La paix est liée étroitement aux conditions de vie et d'existence des personnes et donc, pour construire la paix, il faut changer les conditions de vie et d'existences difficiles dans lesquelles les populations sont confinées. La paix ne peut pas être l'affaire d'une institution, fut-elle la Police, elle se construit par tous les acteurs engagés dans le jeu social. Elle passe par la reconnaissance et la valorisation des capacités et des projets des personnes et des biens. C'est pourquoi une reconstruction de la paix dans les quartiers populaires des grandes villes du Sénégal suppose :

A - La participation des populations à la gestion de leurs localités : à cet effet les populations doivent être impliquées à tous les niveaux des processus de décision. Les populations souhaitent élire leur délégué de quartier et faire des choix dans l'orientation des activités de développement de leurs quartiers. Les initiatives qu'ils entreprennent déjà entre dans cette volonté d'assumer leur responsabilité dans la mise en œuvre de solutions à des problèmes ponctuels. Ainsi, les décisions seront collectives et chacun va s'y connaître. Les



« Économie de vie. La marge est un espace de créativité sociale, économique et culturelle. Les marginaux nous indiquent le chemin du futur ».

sensibilités des uns et des autres seront mises à contributions dans l'élaboration des décisions.

B - Cette volonté de participation suppose une gestion collective du pouvoir.

C - Les enjeux de pouvoir pèsent de tout leur poids dans les phénomènes d'expulsion et de marginalisation sociale des « producteurs de violence ». Une gestion collective du pouvoir va renforcer les possibilités d'auto-insertion et d'intégration des personnes et des groupes, et permettra une libre expression des sensibilités. Une dynamique inclusionniste permettra à chacun et à tous de contribuer à la construction de la paix. La paix ne sera pas la paix d'une minorité mais un projet de société civile.

D - La valorisation des initiatives des personnes et des groupes : à travers des initiatives, économiques, culturelles et sociales, les populations ont développé beaucoup d'activités qui leur ont permis d'expérimenter des solutions et de résoudre pas mal de problèmes auxquels ils ont été confrontés. Cependant, des initiatives sont faiblement ou artificiellement appuyés par les pouvoirs publics ou ONG, sinon ignorées par celles-ci. Ainsi, la plupart ont des difficultés d'accès au crédit pour le financement de leurs activités. Micro-finance rime souvent avec micro-activités de survie. Ainsi les micro-crédits qui sont souvent accordés maintiennent les populations dans les environs du seuil de pauvreté, alors qu'un appui conséquent aurait permis de faire évoluer qualitativement les micro entreprises sociales en unités de production. Ainsi, des filières populaires d'insertion socio-économique faciliteront l'accès au revenu du plus grand nombre.

E - Les pouvoirs publics devront s'engager à créer des richesses de concert avec les populations, en partant d'elles, de leurs visions et de leurs aspirations. Il s'agit de développer des dynamiques économiques et participatives, en responsabilisant chacun. La redistribution des richesses doit obéir au mécanisme d'appui et d'accompagnement des initiatives populaires.

F - Au plan culturel, il s'agira de promouvoir une interculturalité positive qui va permettre l'expression d'une société plurielle où les groupes, sans se défier, vont mutualiser leurs différences et s'enrichir mutuellement.

G - Au plan social, il est nécessaire de promouvoir une éducation alternative en valorisant les savoirs et les savoir-faire permettant à chacun d'être auteur, acteur et bénéficiaire.

H - Il est indispensable de mettre en place des infrastructures de base pour promouvoir l'épanouissement des enfants et des jeunes.

I - Il faut développer de nouvelles solidarités sociales qui annihilent les rapports marchands dominants dans la société actuelle.

J - Il faut prévoir la mise en place d'un dispositif de régulation sociale : les conflits qui ponctuent la vie des personnes et des groupes sont souvent résolus par la police et occasionnellement par le délégué de quartier qui est

4. Georges Bataille, 1971, p. 44, définissait précisément le « mal » (et que sont, pour l'Etat, les criminels sinon les nouvelles formes du mal ?) comme « un désordre en vue d'un ordre différent » .

souvent débordé parce que non préparé à cette tâche ; souvent, il a des problèmes de légitimité populaire et n'est donc pas reconnu par certaines franges de population. Un dispositif communautaire de gestion et de règlement des conflits à l'échelle d'un quartier ou d'un groupe de quartier permettra de mobiliser les personnes à qui la communauté reconnaît une légitimité non usurpée, et de mettre en œuvre une justice de proximité non répressive, c'est-à-dire qui met en avant les intérêts supérieurs de la communauté, pour un retour à la paix sociale. Ainsi, le règlement des conflits sera à l'occasion une opportunité pour faire avancer les questions sociales. Cette dynamique de gestion sociale positive des conflits permettra de prolonger les débats dans les milieux d'évolution des personnes et dans les maisons de façon à amener chacun à s'approprier les décisions prises qui participent à l'éducation civique et citoyenne.

Les initiatives à la base

Les activités développées par les populations sont généralement de trois types :

1. Les activités génératrices de revenus qui structurent l'économie de survie, et qui vont des activités licites aux activités illicites.
2. Les activités culturelles et sportives ASC, les groupes de musique, les groupes de théâtre...
3. Les activités religieuses telles que les associations islamiques organisées autour des confréries qui existent dans la communauté musulmane, les groupes de paroisse, les rites animistes.

Les initiatives participent au maintien d'un certain équilibre social mais permettent à chaque acteur de donner un sens à son existence. Ces activités qui entrent parfois en concurrence densifient le champ social. La pluralité d'opinions et de visions s'exprime souvent de façon violente. Les initiatives à la base participent à la reconstruction d'une identité personnelle et sociale. Les nouvelles références, les nouvelles valeurs portées par les personnes et les groupes, créent de nouveaux sens.

Le clientélisme

Les intérêts en jeu dans les quartiers comme Grand-Yoff, Khar-Yalla et Arafat, contribuent à entretenir des relations clientéliste entre les personnes et les groupes.

Les populations, obnubilées par la recherche des moyens de leur survie, ne s'embrassent pas trop de scrupules, pressées qu'elles sont par l'urgence sociale. Ceux qui ont des ressources soumettent ceux qui sont dans le besoin. Les espaces de négociations sociales sont aussi des espaces de pouvoir où dominants et dominés se mettent dans des postures stratégiques. Les rapports sociaux sont alors réglés sous le mode de l'exploitation. Le choc des intérêts produit de la violence. Les policiers et les coxeurs qui s'entendent ou scellent un pacte d'intérêt n'entretiennent pas de relations positives. Chacun, selon sa position, tire profit de l'opportunité qu'offre le secteur du transport. Il en va de même pour les délégués de quartiers qui sont nommés sur des bases politiciennes, pour récompenser leur engagement politique. Les relations de dominants et de dominés constituent donc un obstacle objectif pour le déve-

loppement d'une solidarité véritable et durable. Les critères matériels mis en avant déshumanisent les relations sociales et entretiennent la logique de reproduction des inégalités sociales. Ainsi, l'individualisme et la compétition profilent de nouveaux référentiels : chacun veut gagner, chacun cherche à tirer son épingle du jeu. Les conflits de pouvoir ouverts ou feutrés rythment la dynamique sociale urbaine. La magouille et la corruption sont dans cette dynamique les symptômes de la violence urbaine.

Les populations sont impliquées dans des rapports sociaux assez complexes caractérisés par des enjeux de pouvoir.

Conclusion

Les habitants de Grand-Yoff, Khar-Yalla et Arafat balisent, dans leur propre évaluation, les chemins de leur futur. Les villes dans lesquelles ils voudraient vivre sont des villes qui n'excluent pas et qui permettraient à chacun de vivre selon leurs aspirations. En jetant leurs regards sur leurs quartiers, ils découvrent l'environnement englobant, ils font le lien entre tous les facteurs qui interfèrent : les facteurs économiques, les facteurs culturels, les facteurs sociaux. Le regard froid, jamais naïf ou « innocent » des populations et la parole qu'elles expriment montre à quel point les habitants doivent être pris en compte dans le traitement des questions urbaines.

Par ce rapport qui visait à rapporter le plus fidèlement possible la vision des populations locales des problèmes affectant gravement leur vie quotidienne dans le quartier, qu'elles ont choisi ou non d'habiter mais où elles résident aujourd'hui dans des conditions la plupart du temps très difficiles, nous voulions montrer que les habitants savent bien des choses sur l'état du monde et sur les mécanismes qui les emprisonnent dans une situation de dominés. Mais aussi, au-delà des clichés misérabilistes trop souvent produits sur ces quartiers, qu'ils sont capables également de produire un discours autonome et progressiste, en vue d'affronter résolument cette situation, à la recherche de solutions novatrices et efficaces pour changer leur destin et celui de la ville où ils vivent.

Postface

LA VIOLENCE DU TEMPS DES MÉTROPOLIS (quelques éléments d'une problématique contemporaine)

Yves Pedrazzini et Magaly Sanchez R.

Violence de la métropole

On ne saurait construire la paix sans penser d'abord l'état de non-paix, que l'on qualifie ainsi l'état de guerre telle qu'elle se déclare jour après jour au Kosovo ou au Cachemire, que cette guerre soit celle du Chiapas contre le néolibéralisme ou encore troisième guerre mondiale, guerre des boutons devenue meurtrière avec la présence banalisée des armes dans les écoles des Etats-Unis, celle enfin des gangs, malédiction et fol espoir des barrios, favelas et autres bidonvilles. Cette compréhension, première étape sur la route de la paix, ne peut pas être globale - elle serait alors inhumaine - mais entendement intime de certains fragments de la violence, fractales absurdes, temps déraisonnables (« on avait mis les morts à table »), nuit de l'humanité, nuit qui dure encore et qui, à l'aube du troisième millénaire, reste aussi noire qu'une caverne. Espoir cependant : peut-être s'agit-il de la caverne de Platon et là, à la lumière tremblante d'une torche, nous verrons se profiler des ombres, inquiétantes et gesticulantes pour la plupart (et nous dirons : voici le monde) mais aussi, parce que nous aurons su mieux regarder - nos yeux se sont habitués à l'obscurité -, on verra, assis dans un coin de la grotte, un sage qui aura attendu que passe le corps de son ennemi et qui, loin de s'en réjouir, aura eu la sagesse de pleurer sur son passage. Voilà le défi. Rendre compte, avec les moyens qui sont les nôtres, de la violence la plus terrible parce que la plus ordinaire, la pauvre violence des pauvres, et en saisir le sens. Pour cela, il nous faut faire attention aux lieux communs, car il n'est pas aujourd'hui de thème aussi abordé mais aussi sabordé que celui de la violence des villes. Nos vies s'étant progressivement urbanisées, nous n'échappons plus à la « question urbaine ». Parce que nous avons au début du siècle cru la ville civilisée quand nous savions ses alentours immédiats ou lointains sauvages et peuplés de barbares, cette question est peu à peu devenue celle de la décivilisation (croyons-nous) de la ville et donc la question de sa violence domestiquée (au prix de combien de névroses) ou explosante-fixe gagnant l'ensemble des quartiers en faisant perdre la vie à des femmes et des hommes de plus en plus jeunes. Thème à la mode en France, en Angleterre et même en Suisse, la violence urbaine intrigue, préoccupe, passionne chercheurs et autorités municipales. Pourtant jusqu'à présent et à de rares exceptions près, ils ont préféré adopter sur ce phénomène le point de vue du fait divers plutôt que celui de l'analyse

scientifique. On en est encore à parler pères alcooliques et enfances maltraitées en lieu et place des enfances sans pères et des mauvais traitements infligés aux banlieues par les politiques de la ville. La violence de Los Angeles, de New York ou de Chicago a certainement été mieux analysée ces dernières années mais, une fois encore, c'est au travers de figures marginales – en l'occurrence les gangs des quartiers noirs ou hispaniques et leurs activités de trafiquants de drogues – qu'a été abordée une question qui est celle de la métropolisation, de la densification des agglomérations urbaines et des ségrégations sociales et raciales, celle donc du processus contemporain de fragmentation sociale. Il reste à faire l'étude de la violence urbaine comme fait social contemporain, produit des dynamiques spatiales et sociales de l'urbain en la considérant comme l'un des indicateurs de ce processus de transformation globale de notre civilisation.

Les habitants de la métropole ont appris à côtoyer ou vivre avec ou de la violence, la violence que l'on exerce et la violence que l'on subit, et dans la plupart des pays elle est le « mal » dont souffre le plus. Mais s'il est vrai que la vie est souvent violente, elle n'est pas que violence (seule l'espérance est violente, dit Apollinaire) et l'une des expressions de ce « mal » est d'un autre ordre, il s'agit des nouvelles inégalités sociales et de pauvretés. La métropolisation favorise l'apparition, au niveau planétaire, de groupes d'exclus dont on retrouve les membres éparpillés dans les quartiers défavorisés de toutes les grandes villes, des groupes aux coutumes répandues dans le monde entier et qui, bien que divisés, ont des pratiques communes. C'est l'émergence de cette « immense minorité » urbaine qu'il nous faut voir et non les « marginaux » que le pouvoir nous désigne. Tout porte à croire, il est vrai, que notre société paradoxale préfère démasquer des masques que les visages qu'ils recouvrent, et ce sont encore et toujours des dents cassées, des cheveux crasseux et des peaux couperosées de « SDF » dont nous continuons à détourner les yeux, âmes sensibles que nous sommes !...

« Nature » et culture de la violence urbaine

La violence est un « mode extrême » de relation au monde. Dans les grandes villes, elle est la relation d'habitants très particuliers avec l'urbanité qui est l'expérience de la métropole, elle-même étant un monde particulier. Parmi ces habitants extrêmes, les gangsters des quartiers populaires sont les figures les plus significatives de l'état de notre civilisation. Être un gangster est certainement une façon d'appartenir à la culture urbaine la plus « moderne » tout en agissant radicalement face à la déstructuration métropolitaine et à la structuration des inégalités. La violence est pour lui l'un des moyens possibles de surmonter les contradictions de la métropole, de réduire ou annuler la distance entre l'appartenance au « quartier » et la détention de richesses (ne fussent-elles que de la poudre blanche). Les moyens que peut « offrir » aujourd'hui le modèle de socialisation d'urgence auquel sont obligés d'adhérer des franges toujours plus nombreuses de la population sont bien évidemment chaque fois plus violents. Comment pourrait-il en être autrement dans une situation économique que rien n'apaise, une société où un nombre grandissant de jeunes gens vivent leur vie entière – travailler, jouer, aimer, se laver, manger, dormir... – violemment ?

La violence est non seulement un moyen mais aussi, parce que le contexte a

changé, un moyen nouveau, inédit, qu'il nous faut donc penser de manière nouvelle, inédite. On sait que l'apparition du nouveau, quel qu'il soit et quel que soit le domaine dans lequel il s'exprime, ne se fait jamais sans violence. Cette incertitude qui accompagne les changements et les nouveautés se traduit le plus souvent par une réaction violente de la part de l'ordre ancien et, par suite, par une réponse violente de l'ordre nouveau⁴. L'enjeu n'est donc plus d'évaluer la violence elle-même comme moyen d'urgence mais de l'appréhender du point de la « nouveauté », nouveauté tragique certainement, mais affaire nouvelle que l'on ne saurait traiter comme une vieille histoire. Avec la petite criminalité « traditionnelle » des années soixante-dix et 80, on était encore sous un ancien régime de la violence que l'on pouvait analyser comme la toile de fond d'un film de Gabin ou d'un roman de Pasolini. La déstructuration de la métropole, la fragmentation sociale, l'informalisation de l'économie et l'émergence des narcopoles, nous oblige à travailler maintenant sans filets théoriques : pas de références mais des intuitions qu'il nous faut vérifier en œuvrant, avec les habitants dont on ne saurait écarter les bandes, à la résolution des violences urbaines. Ce sera par la culture respectueuse de traditions prochaines que l'on contrera la violence moderne de la métropole. Elle est une violence « anticulturelle », c'est-à-dire qui « s'efforce de garantir la vitalité ouverte du choc des cultures » (Glissant, 1990, p. 213), quand il faudrait la vitalité de l'emmêlement. « S'agit-il d'un retour de la barbarie, ou d'une précaution prophétique contre la barbarie de la réduction et de l'uniforme ? Une des constantes de cette violence moderne est qu'elle se doit à toutes forces d'être mise en scène. Réelle ou simulée, elle exige le lustre, ne peut se dispenser des services des agents d'éclat. Les violences souterraines, celles des ghettos ou des brousses, celles des combats obscurs pour la survie, s'effilochent quand s'esquissent les solutions. Les Noirs des Etats-Unis, là où ils sont les plus pauvres, parce qu'ils sont les plus pauvres, parce qu'ils sont en deçà des possibilités de vie, et parce qu'ils n'ont pas d'autres solutions, exercent la violence dans le maquis des villes. La violence de la misère n'est pourtant pas une vocation. Mais la violence moderne, née du choc des cultures, est d'une autre sorte. Elle se nourrit de son éclat et s'exaspère de son propre écho ». (Glissant, 1990, p. 213). Voilà ce qui sépare la violence du bandit « social » qui est violence d'une misère réfutée, de la violence des bandes qui sont de la (sur) modernité et de l'éclat excessif. Comme celle du catch, mais « pour de vrai », la violence de ces agents-d'éclat que sont les membres des bandes n'est « pas encore de la barbarie mais une quête désespérée. La barbarie (l'amour tyrannique de soi) vient après » (Glissant, 1990, p. 215). Mais elle vient ; elle vient avec la drogue dont le trafic est l'aboutissement de cette

quête désespérée. Elle vient aussi de tous ceux qui la laissent venir. Elle vient enfin de ce processus de cultururation qui agit comme le moteur du processus de re-civilisation et qui hante désormais les jours et les nuits des villes, un processus de cultururation violente.

Sens de la violence et de la métropole duale

La métropole est un univers contradictoire où la prolifération et la confusion des signes fait croire à une perte de sens. En fait, l'urbanisation contemporaine produit des sens nouveaux que l'on ne sait pas encore voir derrière ces signes, des sens qui « cherchent leur sens » dans une société qui a perdu ses marques et fonctionne au jugé, où les habitants gesticulent en improvisant les gestes adéquats encore à trouver, encore inconnus et impensables pour la plupart, afin de donner un sens aux signes nouveaux. La violence, les bandes d'adolescents, les meurtres, les drogues et le trafic de drogue, mais aussi l'économie informelle, les familles recomposées dix fois, les ruses des pauvres pour manger... sont des signes de la métropole ; leur sens est l'urgence, le refus de la misère, l'insoumission à la « dictée » des pouvoirs publics. Dès lors, il faut considérer la violence comme un signe des temps, des temps de l'urgence, de notre temps. La perte des sens anciens oblige les habitants de la cité devenue « insensée » à fouiller le champ urbain à la recherche de sens nouveaux pour les appliquer aux signes nouveaux que la métropole a déjà trouvés. Elle les a trouvés au fil de son histoire, très récemment, mais sans les « comprendre » encore ou sans oser les interpréter, c'est-à-dire les prendre en charge autrement que comme « problèmes sociaux ». Elle ne prend pas non plus le risque de leur attribuer les valeurs nouvelles, changées, que demandent ces signes (faits sociaux, comportements, apparition d'autres types de groupes sociaux). C'est à cela que tient le désordre apparent des métropoles, le désordre de leurs sens et la confusion de leurs signes, leur caractère chaotique et non-linéaire : les sens ne découlent pas directement, ni simplement de leurs signifiants. Dans cet univers en mutation permanente, le plus apte à donner un sens aux nouveaux signes confus et contradictoires est le bandit « de quartier ». Il donne son « sens social » à la violence et au « crime » : le sens de l'urgence, celui aussi

5. Moussa Diop est Sénégalais. Éducateur de rue, il a fondé l'AUPEJ, Actions Utiles pour l'Enfance et la Jeunesse, à Dakar. Cet organisme s'emploie à appuyer les initiatives des populations les plus défavorisées du pays, parmi elles les mères célibataires, leurs enfants et les jeunes des gangs.

Yves Pedrazzini est Suisse. Chercheur à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne et au Centre Internationale d'étude du Sport à Neuchâtel, en Suisse, il travaille depuis plus de dix ans, en Amérique Latine, en Europe et aujourd'hui en Afrique, à l'étude des cultururations urbaines contemporaines, au premier rang desquelles il met la culture des gangs, la culture

du refus de la misère. Il parvient également, par la violence dont l'usage n'est pas sans similitude avec celle des nouveaux parrains colombiens de Miami (vus à la télé !) qui parviennent à surmonter, armes à la main, la fracture économique entre les deux mondes qui dérivent l'un de l'autre au cœur des villes chaotiques... Les métropoles ont maintenant deux visages et, comme ceux de Janus, l'un regarde vers le passé, et l'autre, dans l'urgence, voit l'avenir. Cette dualisation, nommée société à deux vitesses en Europe, pose la question des dynamiques d'exclusion et de ségrégation de la modernité, processus particulièrement à l'œuvre et de manière toujours plus visible dans toutes les grandes villes, affectant de terrible manière les pratiques d'une partie toujours plus importante de leurs habitants.

En Afrique comme en Amérique Latine, la radicalisation de cette dynamique de division sociale et spatiale a fait qu'une large majorité des populations urbaines a intégré une culture d'urgence où abondent les familles éclatées, les pères disparus ou inconnus, les écoles inaccessibles ou non équipées, le non-emploi, le machisme, participent au « succès » d'un type nouveau de socialisation dans les quartiers populaires et dans la rue, la socialisation d'urgence, dont un des effets est la constitution de gangs qu'intègre peu à peu la majorité des adolescents des milieux les plus pauvres.

Les quartiers populaires à l'épreuve de la violence des gangs

Malgré ce que l'on pourrait penser à la lecture des quotidiens, la violence n'est que l'une des expressions de la culture de la métropole. C'est pourquoi la culture métropolitaine que nous nommons « culture d'urgence » ne produit pas, malgré la part belle faite à la violence, des formes d'existence marginales, encore moins des comportements pathologiques. Les modèles sociaux culturels de l'urgence sont une norme sociale en devenir, la norme, précisément de « l'immense minorité », celle dont on ne comprend encore ni les codes, ni les valeurs, ni le langage, ni l'importance politique, et dont on ne sait déchiffrer les manifestations ni de l'âme ni du corps. C'est avec l'évidence des circonstances pratiques que s'imposent les valeurs de l'urgence, dans un monde qui change vite. Ce tragique triomphe de l'urgence, banale, ignorée, qui noie dans la violence tous les gestes de la survie des classes pauvres devenues « dangereuses » que pour elles-mêmes, ne parvient cependant pas à faire de tous des êtres violents. Voilà qui est curieux mais porteur d'espoir ! La violence reste bien sûr un « mode extrême » de relation au monde. Mais être un gangster est certainement une façon d'appartenir à la culture urbaine la plus « moderne » et d'agir radicalement face à la misère, de surmonter les contradictions de la ville, de réduire ou annuler la distance entre l'appartenance au slum et la détention de richesses. Ainsi, la violence des gangs est moins une violence de pauvre que celle de la négation de la pauvreté. Bien sûr ce refus est radical et cette violence n'est plus que rarement symbolique ; les grandes métropoles – celles du Tiers-monde et d'Amérique Latine plus particulièrement – sont aujourd'hui le théâtre de l'un des conflits les plus marquants et les plus graves de cette fin de siècle, bien que certainement l'un des moins bien compris, autant par le grand public que par les médias et le milieu scientifique. Il met aux prises les « défenseurs de l'ordre » et les adolescents des quartiers populaires formant des bandes radicalisées dans leurs pratiques de survie et armées le plus souvent. Les membres des bandes sont parmi les plus jeunes de ces innombrables habitants des métropoles laissés pour compte de

la démocratie inégalitaire – le régime des sociétés où la crise a empêché la complète réalisation du projet de la modernité (démocratie, raison, industrialisation). Mais les figures de la police et du gang ne doivent pas nous induire en erreur : la guerre qu'ils se livrent n'est pas une version hyperréaliste du jeu des gendarmes et des voleurs mais l'une des représentations d'une lutte quotidienne plus globale opposant deux types (ou classes ?) d'acteurs de la « scène » urbaine, ceux appartenant à la culture de la haute technologie et ceux appartenant à la culture d'urgence. En Europe et aux Etats-Unis (où s'ajoute encore le problème des ghettos ethniques), cette culture donne l'impression de dériver d'une culture ouvrière devenue « culture du chômage ». Mais en Amérique Latine où son expression est très forte, il faut en parler comme d'une nouvelle culture urbaine du barrio (ou de la favela). Les figures les plus extrêmes mais les plus significatives de cette culture d'urgence sont les « bandits sociaux » de quartier, les bandes d'adolescents et les enfants de la rue. Les bandes (ou gangs) représentent aujourd'hui l'un des phénomènes sociaux les plus représentatifs d'une certaine tournure que prennent les événements dans la métropole, américaine et sud-américaine plus particulièrement, préfigurant peut-être la situation européenne des années 00. Car si ces figures sont les indicateurs les plus sensibles de la métropolisation en Amérique Latine, on peut aussi les considérer comme des indicateurs – prémonitoires, en quelque sorte – des phénomènes contemporains regroupés sous le nom nébuleux de « malaise des banlieues » en France et du « ghetto » aux Etats-Unis. Par les bandes, c'est une société entière qui se donne à voir car les problèmes qui découlent de leurs activités des jeunes protagonistes de cette culture métropolitaine et des pratiques d'urgence qu'ils ont été obligés de mettre en place ne sont pas des problèmes de marginaux mais ceux de l'ensemble du corps social. Le phénomène n'est en effet déjà plus du tout marginal dans de nombreuses métropoles du Tiers-monde et il gagne visiblement en importance dans certaines capitales d'Europe et des Etats-Unis (Wacquant, 1993). L'urbanisation chaotique, la densification des espaces publics, les ségrégations sociales et raciales obligent à considérer les gangs et leurs activités, violentes ou non, comme des indicateurs d'une transformation globale de la civilisation urbaine...

Nos propositions (esquissées...)

Dans les villes, c'est une violence « moderne » qui pose problème. La tentative – un temps généralisée – de penser la question de la violence urbaine comme des policiers (en un grand mouvement d'anthropométrie culturelle : voici la tête des méchants, de face, de profil, avec ci-joint leur dossier, leurs antécédents et l'arme du crime...) a échoué. Les commissaires et leurs agents n'ont pas construit la paix mais entretenu l'équivoque en continuant à désigner ceux qui subissent plus que n'importe quels autres la culturation violente de notre époque comme les producteurs exclusifs de cette violence, et à vouloir les éliminer. Supprimons le symptôme, disent-ils, et nous vivrons en paix avec la maladie. Double erreur : on élimine pas la maladie en supprimant les symptômes et, en plus, il n'y a pas maladie. L'absence de mépris n'empêche pas la méprise, c'est pourquoi notre lutte « alternative et non policière » contre la violence urbaine vise à une compréhension anthropologique du phénomène, en vue d'une promotion ultérieure des actions intégrées dans les quartiers populaires les plus gravement affectés par ces phénomènes que nous pouvons

nommer violences de proximité (à l'opposé des violences d'État, qu'elles s'exercent face à d'autres États ou à la société civile) s'organisent pour ne pas laisser la logique du pire – plus de violence contre les gens violents, plus de haine, plus de morts, plus de destruction du lien social.. – l'emporter et interdire toute sociabilité.

Bien que l'on puisse affirmer que la violence est à l'œuvre dans tous les espaces des grandes villes – on ne qualifie explicitement que les quartiers populaires (banlieues, inner cities, ghettos, barrio, favelas..) de violents. Les habitants de ces quartiers trimbalent depuis toujours une image de délinquants et d'assassins, plus encore depuis que les bandes d'adolescents typiques des quartiers populaires s'y sont multipliées. Mais la violence gagne aujourd'hui l'ensemble des villes et on ne peut pas rendre simplement quelques gens violents responsables de ce qui est une défaite globale du lien social. La violence est un processus de civilisation dont on ne se débarrassera pas violemment, mais pas non plus en souhaitant doucement que la tendresse triomphe. Il faut agir autrement, radicalement, sans chercher à corriger les « méchants ». Face au progressif désengagement de l'État, c'est de l'intérieur du quartier qu'il faut reposer la question de la violence de la ville. Certains membres de gangs, habitants au même titre que les autres, ont pris conscience de la spirale de violence qui les détruit. Ainsi, au Sénégal, au Venezuela ou aux États-Unis, des groupes de jeunes ont décidé de prendre en mains leur destin en s'appuyant sur la pratique du sport ou des activités artistiques comme fondement à une restructuration des sociabilités communautaires. Ce sont des gangs d'un genre nouveau avec qui il faut désormais compter pour reconstruire des villes et des quartiers habitables. Car le problème est moins celui des moyens de se débarrasser de la violence que d'en faire une donnée plus civile.

Il est de première urgence et de première importance qu'un observatoire local ou extérieur au quartier puisse mémoriser de tels gestes, entrepris pour réduire la violence endogène sans recourir à plus de violence ni à des forces coercitives policières, équivalent fatalement à plus de violence encore. Il faut qu'un organisme, une association, une famille, une personne, pas même forcément adulte, parvienne à réagir différemment à la violence, à la peur ou la fureur qu'elle peut déclencher, pour que s'amorce une mécanique nouvelle, anti-violente non pas parce qu'elle est contre la violence mais parce qu'elle d'une nature nouvelle, moins « non violente » qu'au-delà de la violence, c'est-à-dire en tenant compte pour la dépasser et proposer d'autres vies possibles. Mais il faut alors que quelqu'un – une personne, un organisme – se préoccupe d'inventorier ce genre de tentatives et s'attache à renverser les dynamiques autodestructives des quartiers en propageant l'exploit réalisé : une expérience, intuitivement ou méticuleusement, a été tentée. De cette expérience, des enseignements peuvent être tirés en vue d'améliorer la situation. Ce qu'est pour nous une amélioration n'est évidemment pas très clair. Mais c'est justement à vivre avec l'opacité de la violence urbaine que nous nous attachons depuis maintenant une dizaine d'années (Pedrazzini et Sanchez R, 1992 ; 1998)...

Une certitude en revanche : quand un nombre grandissant d'enfants et de jeunes gens meurent de mort violente et que cette mort leur vient le plus souvent de jeunes gens ou d'enfants qui leur ressemblent parfaitement, la vie n'est tout simplement pas vivable, autant pour ceux condamnés à disparaître à brève échéance que pour ceux qui leur survivent, ennemis ou parents. La vie n'est pas vivable quand on a perdu un fils mais elle ne l'est pas non plus quand on a tué le fils de quelqu'un d'autre. Notre espoir est de réduire l'incompréhens-

sion de certains faits de société en disant aux gens : ces enfants, ces jeunes bandits parfois, ne sont pas des termites qu'il faut exterminer. Ce sont des morceaux de l'âme collective et vous ne vous sauverez pas sans qu'eux aussi ne soient saufs. Pourtant l'écartement se poursuit et les mondes urbains se divisent. Saurons-nous, au temps violent des métropoles, faire suivre le temps

	Rue - Ville Quartier - Autres espaces	
Famille Polygame Monogame Désunie Monoparentale	Conflits Communication sociale enjeux sociaux	Coxeurs Laveurs de voiture Employés de maison
MUNICIPALITÉ École Dispensaire Foyers Socio-éducatif	Drogue Vols Agression Initiatives économiques, culturelle, sociale Activités licites Activités illicites	Marchés espace à vocation multiple
Bandes Gangs Réseaux Pratiques occultes	Socio-religieux Mosquée Église Pratiques animistes Mysticisme	Associations GIE Tontine Trafic Combine Agression

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél.Fax : 01 4 8 0 6 4 8 8 6

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold

Nom	Prénom.....
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays.....	

